



Photo : Martino Pietropoli, 2017.

*Une proposition de coopération sociologique
située dans l'horizon des sciences*



2025 - 1



Explorations sociologiques. Revue d'épistémologie pratique, no 1, 2025.

Entretien avec Francine Descarries

19 janvier 2019

Retranscription par Jessie Grégoire (UQAM)

Née en 1942, Francine Descarries est une sociologue québécoise et une pionnière des études féministes au Québec. Ayant participé à la fondation de l'Institut de recherches et d'études féministes (IREF) en 1990 et du Réseau québécois en études féministes (RéQEF) en 2011, Descarries est reconnue pour ses travaux portant sur la maternité, l'articulation travail-famille et les courants féministes contemporains. Professeure retraitée du Département de sociologie de l'Université du Québec à Montréal (UQAM) depuis septembre 2022, elle est entre autres l'auteure de *L'école rose... et les cols roses : reproduction de la division sociale des sexes* (1980) et coauteure du *Mouvement des femmes et ses courants de pensée : essai de typologie* (1988) avec Shirley Roy.

Explorations sociologiques. Revue d'épistémologie pratique, no 1, 2025.

Entretien avec Francine Descarries

Lucie Pelletier-Landry : Bonjour Madame Descarries !

Francine Descarries : Bonjour !

L. P.-L. : Je vous remercie d'avoir accepté l'invitation du LABREQ, ou le Laboratoire d'études ethnographiques du Québec, ainsi que celle du collectif Sociologues et sociologies québécoises. Qui sommes-nous ? Le collectif a pris l'initiative de poursuivre une série de 15 entrevues qui avaient été faites entre les années 1970 et 1980, et qui s'intitulaient *Sociologie et sociologues québécois*. Ces entrevues avaient été faites par Pierre Laval Mathieu, qui était soutenu par le service de l'audiovisuel et le Département de sociologie de l'Université Laval. La présente entrevue s'inscrit donc dans la suite de cette série, réalisée il y a 40 ans, avec des sociologues comme Nicole Laurin, Marcel Rioux, Colette Moreux et Fernand Dumont. À l'époque, ce travail avait été fait sous la supervision de Nicole Gagnon. L'objectif était d'articuler la sociologie à la société québécoise. Présentement, ce collectif est composé de trois étudiants, étudiantes du Département de sociologie de l'UQAM, c'est-à-dire Jordan Huot-Roberge, Nick Paré et moi-même, Lucie Pelletier-Landry. Puis, suivant les traces de Pierre Laval Mathieu, nous travaillons sous la supervision de Frédéric Parent, professeur au Département de sociologie de l'UQAM. C'est comme étudiante à la maîtrise en sociologie et en études féministes que je vous pose aujourd'hui des questions. L'exercice a pour but de vous entendre parler de votre parcours. On veut vraiment mettre en lumière votre trajectoire, puis tenter de comprendre ce qui a fait de vous la féministe, puis la sociologue que vous êtes. On va aborder des sujets comme votre enfance, votre vie familiale, vos parcours scolaire, professionnel, personnel, mais aussi militant et féministe, puis vos connaissances sociologiques.

F. D. : C'est tout un programme !

L. P.-L. : Oui ! Vous êtes prête ?

F. D. : Oui, d'accord !

L. P.-L. : On commence avec l'enfance et le contexte familial. Simplement, j'aimerais ça vous entendre parler, pour débiter, de votre enfance.

F. D. : Comme plusieurs femmes de mon âge, ou devrais-je dire enfants de ma génération, je suis née à l'hôpital Notre-Dame de Montréal et j'ai été baptisée deux jours plus tard. C'était la tradition. Il ne fallait pas que je sois perdue pour le paradis ! J'ai eu une enfance somme toute assez normale. Les premières années de ma vie passées sur la rue Querbes dans Outremont ont été des années assez calmes, et je dois avouer que je n'en ai pas gardé beaucoup de souvenirs, si ce n'est une image très claire de la maison dans laquelle nous habitons et des amitiés que j'entretenais avec les enfants d'une famille voisine.

J'avais deux frères aînés. Michel, de 12 ans plus âgé que moi, que j'adorais. Il a été une figure paternelle dans mon cheminement. Le second, Laurent, avait trois ans de plus que moi. Il a été mon compagnon de jeunesse puisque nous avons passé, pendant 15 ans, nos étés ensemble à la campagne et que notre maison était très isolée.

Mon père était un pianiste et un compositeur¹. Un musicien, comme je dis toujours, d'avant la Révolution tranquille. Un musicien, donc, qui devait trimer très dur pour gagner sa vie, mais qui a quand même assez bien réussi. Il avait une excellente réputation, bien que le Québec de l'époque fût un milieu qui laissait peu de place aux arts. Et même si vous étiez un prix d'Europe et un professeur réputé, votre possibilité de gagner votre vie et de rayonner comme musicien était mince. Plusieurs musiciens de sa génération ont dû exercer un autre métier pour subvenir aux besoins de leur famille. Le chef d'orchestre Jean Deslauriers, par exemple, a été vendeur d'automobiles pendant un certain temps. Il fallait vraiment être très attaché à son art, comme l'était mon père, pour survivre dans ce contexte-là. Ma mère a été la véritable collaboratrice de son mari. Elle a tenu à bout de bras les différentes initiatives mises en place pour soutenir l'école de piano de mon père. Pendant plus de dix ans, elle s'est occupée de l'entraide des élèves Auguste Descarries, qui organisait, à chaque année, sept ou huit concerts pour donner aux élèves de mon père une chance de se produire en public.

¹ <https://archives.umontreal.ca/les-archives-historiques/expositions-virtuelles/auguste-descarries-un-musicien-et-son-epoque/a-la-decouverte-de-la-musique-russe-1896-1929/>

Mes années de scolarité se sont bien passées pour l'essentiel. J'ai été externe quelques années à l'Académie Bonsecours, qui était à trois maisons de chez moi, et pensionnaire pendant sept ans dans trois institutions différentes. Il était assez normal, à l'époque, d'envoyer ses enfants au pensionnat, supposément pour leur donner une meilleure éducation. Cela a toutefois comme effet de vous couper, pendant de nombreux mois, de votre famille. Et donc, si vous me demandez quelle était la vie quotidienne de ma famille, bien, je vous dirais que pendant sept de mes onze années de scolarité, je n'étais pas tellement partie prenante de cette vie-là, sauf l'été, où, là, je retrouvais mon père et ma mère à la campagne, et où, essentiellement, je jouais avec mon frère Laurent. J'ai eu une enfance dans une famille plutôt dysfonctionnelle, mais une enfance où j'ai eu beaucoup d'amies. Je me suis relativement bien amusée, mais j'ai détesté chaque jour que j'ai passé au pensionnat.

L. P.-L. : Vous m'avez dit que votre famille habitait dans Outremont. Le pensionnat, j'imagine, se retrouvait plus en campagne...

F. D. : En fait, je suis une des Québécoises de mon âge qui ont une généalogie urbaine en arrière d'elles, c'est-à-dire que mes grands-parents étaient déjà des « urbains ». Je dois dire que je considère ma famille comme une famille bourgeoise paupérisée. Mes parents venaient de milieux beaucoup plus aisés que les conditions de vie qui ont été les leurs, puisque mon père arrivait difficilement à vivre de son art. Alors que mon père et ma mère avaient antérieurement vécu dans des milieux bourgeois et aisés, le père de ma mère était, au moment où je l'ai connu, juge en chef de la province de Québec, et le père de mon père a été maire et député fédéral de Lachine pendant un certain nombre d'années. Je n'ai pas connu mes grands-parents paternels, qui sont morts dans les années 1920.

Il est assez évident que mes parents n'ont pas eu la vie dont ils auraient rêvé... En fait, disons... je vais me corriger. Outre l'insécurité économique, qui a lourdement entaché leur existence commune, c'est surtout ma mère qui n'a pas eu la vie à laquelle elle s'attendait. En 1917, au moment du débat sur la conscription au Parlement canadien, à l'encontre de son parti, mon grand-père paternel – par conviction nationaliste – a voté contre la conscription, décision qui entraînera sa déchéance économique, puisqu'une partie de ses importants revenus provenait de la manufacture dont il était propriétaire et qui fournissait l'armée canadienne. Inutile de dire que représailles aidant, il a rapidement perdu ses contrats en 1918, situation qui l'a obligé à faire

faillite ou qui a, du moins, entraîné des conséquences financières désastreuses pour lui. Vous voyez la situation. Ma mère, qui fréquentait un jeune étudiant en droit voué à un bel avenir et financièrement bien nanti, se retrouve à marier non seulement un homme dont la famille vient d'être complètement ruinée, mais, de surcroît, un artiste qui a décidé d'abandonner ses études en droit pour se consacrer entièrement à sa carrière de pianiste. Je pense que ma mère a vécu, dès ce moment-là, un certain désenchantement qui a contaminé leur relation conjugale dès le début. Je suis tentée de dire que les conditions gagnantes pour une union harmonieuse n'étaient pas réunies.

Les plus beaux souvenirs de ma jeunesse sont ces soirs d'été où mon père se mettait au piano et, au lieu de me conter une histoire pour m'endormir, me demandait ce que je voulais qu'il m'improvise. Il était un formidable improvisateur. Je me rappelle particulièrement les papillons qui volaient dans ma chambre à coucher, parce que mon père, au piano, illustrait le vol des papillons. Les étés à la campagne sont les meilleurs souvenirs de ma jeunesse. Nous étions libres et vivions au grand air, mais cette période de relative insouciance s'est terminée avec la mort de mon père.

Mon père est décédé au lendemain de l'anniversaire de mes 16 ans, le 4 mars 1958. Souvent, maintenant, parce que je travaille à faire revivre son œuvre musicale, on me demande : « Parlez-nous de votre père. » Je dois avouer que j'ai une certaine difficulté à le faire, parce que, non seulement j'ai été pensionnaire sept des quinze années où j'ai eu mon père, mais encore parce qu'il travaillait du matin jusqu'à tard dans la nuit, les soirs étant les seuls moments où il pouvait trouver du temps pour composer, ce qui rendait les échanges en famille assez rares. Cela dit, je me rappelle que j'adorais mon père et que je ne pouvais pas comprendre que ma mère ne partageait pas le même sentiment. Et, naturellement, j'étais convaincue que c'était elle qui était responsable de me mettre au pensionnat. Ce n'était pas mon père. Nous étions tous dans cette dynamique où, effectivement, le père était toujours protégé. Le père était celui qui avait raison. Dans une certaine mesure, il n'y avait rien qui me permettait de comprendre que si j'étais pensionnaire, c'était sans doute pour que ma mère puisse s'occuper de la carrière de mon père. Alors... peut-être que ma première conscience féministe est née de là. Je ne sais pas...

L. P.-L : Pour en parler un peu plus, de votre mère, est-ce que, à cause de ces circonstances-là, elle a dû trouver un travail rémunéré ou à l'extérieur de la maison ?

F. D. : En fait, ma mère, comme toute jeune fille de bonne famille, avait fait ses études en lettres et sciences, au même couvent d'ailleurs où elle m'a envoyée être pensionnaire, au couvent de Lachine. Elle avait fait des études assez sérieuses en chant. Mais l'histoire familiale dit que mon père, très rapidement, a décidé qu'un artiste dans la famille était suffisant. Ma mère a suivi mon père à Paris et y est demeurée huit ans. Comme mon père, elle fait partie de ces gens que j'appelle les « anciens d'Europe », c'est-à-dire les artistes, les médecins, les universitaires qui, dans les années 1920-1930, ont été les premiers à faire des séjours d'études en France. Mais il faut bien comprendre que les épouses suivaient ces derniers. Elles n'étaient pas dans la vie active. Elles n'étaient pas vraiment parties prenantes de l'aventure, si ce n'est du point de vue des relations sociales qui s'y tissaient. Cependant, comme les bourses d'études étaient très maigres, ma mère a travaillé trois après-midis par semaine aux Archives nationales de France, où son travail consistait à retranscrire la correspondance d'époque ou d'autres documents touchant la Nouvelle-France. [...] Si cet emploi a été le seul emploi rémunéré de ma mère, elle a, à vrai dire, travaillé toute sa vie sans salaire à administrer et à promouvoir la carrière de mon père. Aujourd'hui, on dirait qu'elle a été sa gérante. Alors, oui, elle a travaillé presque toute sa vie, du moins jusqu'à la mort de mon père. Aujourd'hui, son travail serait reconnu comme celui d'une collaboratrice de son mari. À l'époque, c'était simplement un devoir d'épouse.

L. P.-L. : Puis vos frères, vous m'en avez parlé quand vous étiez jeune. Est-ce que vous aviez des intérêts communs ? Est-ce que vous avez maintenu des relations avec eux ?

F. D. : Mon frère Michel, l'aîné, a joué auprès de nous le rôle de *pater familias*. Je me rappelle qu'il s'est beaucoup dévoué à m'acheter mon premier vélo. Il m'a amenée à la campagne. Il a été attentif à mes besoins et, fait important, il me prêtait sa voiture. Mais notre relation a été beaucoup plus une relation que je qualifierais de père à fille qu'une relation fraternelle. J'ai toujours gardé un bon contact avec lui et sa famille. Mon frère Michel et sa femme Thérèse ont toujours été très présents pour moi. Ce sont eux qui m'ont accompagnée dans ma première peine d'amour. Ce sont eux qui ont organisé mon mariage. Ils ont été vraiment de bons parents de substitution.

Mon frère Laurent, c'était mon copain. Il a été sans aucun doute l'amour de ma vie avant d'en rencontrer un autre et il est demeuré, pour moi, un grand amour dans ma vie, surtout que c'était un homme très agréable et un bon vivant qui a vraiment contribué à la société québécoise

en tant que chercheur. Nous étions très proches jusqu'à ce qu'il parte de la maison pour poursuivre ses études au Massachusetts General Hospital de Harvard à Boston. Par la suite, la vie nous a éloignés, mais on est tout de même restés en contact étroit.

Ma trajectoire de vie s'inscrit largement en lien avec celle de mon frère Laurent, puisque lorsque mon père est décédé, la question de la situation financière de la famille s'est posée assez rapidement : qui pourrait aller étudier ? Qui ne pourrait pas ? Qui pourrait être supporté et soutenu par mon frère Michel pour le faire ? À l'époque, j'avais 16 ans et je venais de faire mon admission au Collège Marie-France pour entreprendre des études classiques. Je pense qu'il est facile de deviner la suite des choses. J'ai tout de suite compris que c'était mon frère Laurent, beau, intelligent, génial, qui allait avoir ce privilège. Moi, j'étais juste une fille. C'était bien normal, même pour moi, je dois l'avouer, que ce soit mon frère qui continue ses études. Alors, j'ai pleuré. J'ai pleuré 24 heures au moins parce que je devais abandonner l'idée de poursuivre mes études. Je souhaitais alors être avocate ou travailleuse sociale. J'avais lu les beaux récits du très catholique Archibald Joseph Cronin, dont les personnages d'assistantes sociales étaient très attachants. J'ai donc dû renoncer à ce projet, et il a été convenu que je ferais un cours de secrétariat, ce qui me permettrait, à 18 ans, de devenir autonome financièrement. Ma mère n'aurait plus à s'occuper de moi, mais surtout, mon frère Michel n'aurait plus à assumer financièrement ma responsabilité, ce qui lui permettrait de soutenir mon frère Laurent dans ses études médicales. Il faut ajouter que c'était un petit brillant. Il avait déjà manqué une année de scolarité au primaire parce qu'il avait été gravement malade, ce qui ne l'a pas empêché d'entrer en faculté de médecine à 16 ans. À 21 ans, il était médecin, et à 23 ans, il était accepté pour travailler auprès de chercheurs neurobiologistes éminents à Harvard. Il était bien difficile pour la jeune fille que j'étais de ne pas penser que c'était à lui que devait aller le soutien familial. Je ne l'ai jamais regretté.

Je ne l'ai jamais regretté, parce que dans une certaine mesure, c'était tellement dans l'air du temps. C'était tellement normal, d'autant que j'ai rapidement aimé le monde du travail. J'ai même aimé être vendeuse de souliers chez *Simpson*. Après ça, j'ai aimé être secrétaire dans une firme anglophone d'avocats alors que je parlais à peine anglais. La première journée à cet emploi, j'ai dû jeter quelque 48 pages de papier parce que je faisais des fautes de frappe et surtout de grammaire, et qu'il n'était pas possible de faire des corrections sur les documents dactylographiés. J'ai aimé être secrétaire. J'ai aimé le milieu. J'ai aimé les filles avec qui je travaillais. Après deux ans de secrétariat, j'ai eu la chance de rencontrer un ami de mon frère Michel qui ouvrait une agence de voyages et qui m'a offert de travailler avec lui. Je me sentais

vraiment très importante dans ce nouvel emploi. Mes copines étaient en rhétorique et moi, j'étais maintenant agente de voyages et j'allais voir le monde. C'était difficile à ce moment-là de regretter ma décision, d'autant que mon salaire de 75 \$ par semaine assurait mon autonomie. C'était important et ce métier m'offrait un tout autre genre d'ouverture sur le monde, j'ai adoré. J'ai quitté le métier après sept ans, essentiellement parce que j'avais un jeune bébé, et que le métier d'agente de voyages à temps partiel n'était pas vraiment intéressant et perdait surtout de son charme si vous ne pouviez plus voyager à la première occasion venue. En 1967, c'était encore la chose attendue d'une femme, de quitter son emploi et de revenir à la maison après la naissance de son premier enfant. C'est ce que j'ai fait et, encore là, j'ai trouvé cela normal.

[...]

L. P.-L. : On en arrive-là, justement. Vous m'avez dit que vous êtes mariée, donc qu'en est-il de votre mari, vos enfants, votre vie, votre noyau familial à vous ?

F. D. : Mon noyau familial à moi, il se résume à une seule union. Je suis mariée depuis 52 ans au même homme, Robert Bélanger. Nous avons cheminé ensemble et il a été associé dans une grande firme d'experts-comptables. Expert-comptable et sociologue, ce n'est pas exactement dans les mêmes univers, mais on avait assez de points communs et assez d'amour entre nous pour que cela fonctionne bien. Nous avons eu deux filles : une maintenant dans la quarantaine avancée et l'autre qui vient d'atteindre les cinquante ans. Un cap difficile à franchir pour une femme. Moi, je les considère encore comme des jeunes femmes, inutile de vous le dire.

Je suis une femme qui s'est mariée au début des années 1960. Mon conjoint, contrairement à beaucoup d'hommes de sa génération, me vouait non seulement de l'amour, mais aussi beaucoup d'admiration. Il m'a rencontrée lorsque j'étais agente de voyages. Je faisais le tour du monde, ce qui n'était pas fréquent dans les années 1960, et donc, il y avait quelque chose chez moi qui le stimulait, qui l'attirait. C'est quelque chose qui ne s'est jamais démenti en 50 ans de vie commune. Vous savez, quand vous vous sentez soutenue dans une relation conjugale, quand vous avez suffisamment d'autonomie, d'espace et que votre vie familiale vous donne autant que vous lui donnez, c'est une bonne recette pour réussir une union.

L. P.-L. : Vous m'avez dit qu'il est en administration.

F. D. : Oui, c'était un comptable agréé...

L. P.-L. : Comment une sociologue rencontre-t-elle un comptable agréé ?

F. D. : Bien, je n'étais pas sociologue quand je l'ai rencontré. J'étais agente de voyages. En fait, ça fait partie de la petite histoire familiale. J'étais agente de voyages, alors, comme je te le disais, je faisais une vie assez excitante. J'avais déjà fait l'Europe, l'Asie, un petit bout de l'Afrique et les Antilles... Ce n'était pas fréquent pour une jeune femme de 21 ou 22 ans en 1963. Et la suite de mon histoire allait aussi être assez différente du parcours socialement tracé pour les femmes de ma génération, mariées à des professionnels.

Je dois admettre qu'à l'époque, j'étais un bon produit de ma génération. Je ne me posais pas beaucoup de questions, si ce n'est sur l'avenir du Québec en tant que pays. Donc, je ne me posais pas vraiment de questions sur mon propre avenir professionnel. Aussi, après la naissance de ma fille, ayant jugé que je ne pouvais pas accepter l'invitation d'une compagnie aérienne à entreprendre un voyage de ski en Norvège, j'ai alors décidé que j'allais quitter mon emploi pour rester à la maison. L'aspect plus bureaucratique de mon travail d'agente de voyages était moins séduisant, lorsque la perspective de voyager moi-même se voyait considérablement réduite. Ce n'est pas une décision qui a été difficile à prendre. Ça allait, en quelque sorte, de soi. Sauf que... rester à la maison... là, je me suis aperçue à quel point cela manquait de stimulation, à quel point, quand tu restes dans un quatre et demi avec un enfant de six mois, tu n'as pas grand-chose à faire. Le ménage est vite fait. Tu as beau le faire tous les jours ou presque, il reste de nombreuses heures à occuper. J'en ai profité pour lire beaucoup, mais je dois avouer que mon conjoint commençait à me trouver moins stimulante. Et, honnêtement, une journée, il me l'a dit. Peut-être son commentaire était-il un peu paternaliste, mais il a été un formidable déclencheur.

Sur le coup, ça se reçoit assez mal, mais dès le lendemain matin, j'appelais au Cégep Édouard-Montpetit et j'y ai fait mon inscription, ce qui a été une autre chance pour moi. Encore une autre fois, c'est une question de conjoncture. Les cégeps avaient été créés l'année précédente. Je ne me serais pas imaginée, à 27 ans, faire une demande d'admission dans un collège classique de religieuses, puis faire les belles-lettres ou une rhétorique avec des étudiantes de 16 ou 17 ans. Je me suis essayée au cégep et j'y ai rencontré un orienteur qui doutait de mes chances de réussir en mathématiques en raison de mon âge, disait-il. Autre préjugé, n'est-ce pas ? Il me l'a dit carrément. Et si le préjugé était omniprésent alors, je suis attristée de constater qu'il est encore

assez tenace. Il est vrai que j'ai eu de la difficulté avec les ensembles, les conjonctions, les intersections, bref, les mathématiques modernes, mais bon, il me fallait faire les maths puisque le programme de sociologie auquel j'aspirais m'inscrire l'exigeait. Il faut dire que j'avais lu *Les Québécois* de Marcel Rioux et je trouvais extraordinaire que l'on puisse, à travers une histoire, me raconter qui j'étais et m'expliquer, pas simplement me raconter (c'était un livre de vulgarisation) ce qu'était un Québécois ou une Québécoise, pourquoi ils et elles se satisfaisaient des fleurs en plastique sur leur table et pourquoi les petites statuetstes de jardin, ce n'était pas si mal et ça remplaçait adéquatement les belles statues de la bourgeoisie de Westmount. Pour moi, c'était limpide, et Rioux me parlait de colonisation.

Au cégep, j'ai eu une professeure d'histoire. Je vais la nommer, mais peut-être que personne ne la connaît : Louise Lacour-Brossard. Elle était une professeure tellement extraordinaire que je me suis dit : « Moi, je veux faire de la sociohistoire. » Je veux essayer de comprendre qui sont les femmes à travers une analyse sociohistorique de qui nous sommes. À partir de ce moment-là, j'ai évolué. Je n'ai pas lu tout de suite Simone de Beauvoir. Je ne suis pas devenue féministe du jour au lendemain, pas plus que je ne me sentais opprimée. Je n'arrivais même pas encore à voir comment ma trajectoire de vie avait été lourdement marquée par tout un ensemble de contraintes que vivaient les femmes, car, comme plusieurs autres femmes, je n'ai pas nécessairement vécu ces contraintes-là comme des contraintes. C'est juste lorsque tu en prends conscience que ça devient des contraintes. Je réalise aussi que j'avais un conjoint bien attentif à mes besoins et toujours soucieux de m'encourager dans mes initiatives. Il l'est encore aujourd'hui.

C'est en travaillant sur les conditions de travail des femmes dans les dépanneurs *Perrette*, pour un cours en économie, que j'ai réalisé l'importance des écarts salariaux entre les femmes et les hommes, que j'ai compris ce que voulait dire « deux marchés de travail », autrement dit, la division sexuelle du travail et l'assignation des femmes à la sphère domestique. À partir de ce moment, je savais que je m'embarquais dans une tout autre trajectoire. Déjeuner-causerie aidant, mon conjoint a rapidement compris qu'il avait marié une sociologue.

L. P.-L. : C'était comment, commencer le cégep avec des enfants à la maison ?

F. D. : Je crois être l'une des premières mères de famille à obtenir un doctorat à travers le nouveau cursus académique qui était offert aux étudiants ou aux étudiantes adultes au Québec.

Arriver au cégep à 27 ans, c'est une expérience que je n'étais pas la seule à vivre, par ailleurs, à ce moment-là. À Montréal, notamment, il y avait un programme qui s'appelait *Nouveau départ* et qui préparait les femmes mariées, et surtout les mères de famille, à retourner sur le marché du travail. Comme moi, ces femmes se disaient sans doute : « J'ai des qualifications. J'ai des possibilités. Ce n'est pas vrai que je vais rester dépendante économiquement et que je vais m'abstraire ou que je vais me retirer du monde public. » Le retour aux études de plusieurs femmes s'est inscrit dans cette mouvance.

Arriver au cégep à 27 ans, c'est tomber dans un nouveau monde. C'est arriver chez toi le premier soir et te mettre à pleurer parce que tu as l'impression que tu ne pourras jamais faire tout ce qui t'est demandé, sans réaliser que, malgré tout, tu as un bagage intellectuel que tu as construit au fil des ans et que, peut-être, tu te poses trop d'exigences par rapport à ce que le cégep te demandera. Louise Lacour-Brossard, d'ailleurs – c'est un moment capital dans ma vie –, l'a bien compris, parce que pour mon premier travail en histoire sur le développement de la pêche à la morue en Nouvelle-France, elle m'a donné la note de 100 % en m'écrivant sur ma copie : « Si je ne pars pas votre travail à 100 %, il va me falloir annoter les autres étudiants à partir de 85 %. » En fait, ce que cette professeure me disait, c'est : « Calme-toi et fais tes choses correctement, tu en as toutes les capacités. »

À part les cours d'économie, puis ceux de mathématiques 201 et 301, mon parcours académique au cégep a été assez facile, d'autant que j'avais choisi de le faire en trois ans plutôt que deux ans parce que ma deuxième fille n'avait que trois semaines quand j'ai eu mes premiers cours au cégep. Je doutais beaucoup de mes capacités, mais les choses se sont placées, et encore une fois, comme je suis une personne qui s'accommode bien de la vie, j'ai décidé que la meilleure façon de vivre cette jeune maternité, c'était d'être étudiante parce que tu es pas mal en contrôle de tes horaires, surtout quand tu prends juste quatre cours par semaine et que ton conjoint te soutient bien. Nous n'avions pas beaucoup d'argent, mais nous arrivions à payer une gardienne à la maison. Ça fonctionnait bien. Je travaillais quand les enfants dormaient ou je travaillais le soir, une habitude que j'ai conservée toute ma vie. Puis je me suis fait des amis, amies au cégep. D'ailleurs, une jeune étudiante avec qui j'étais amie est venue avec nous en vacances comme gardienne de mes enfants au cours de cette période. Je n'ai cependant pas participé à la vie cégépienne. Je rentrais au cours. Je sortais du cours. Évidemment, je n'en sentais pas le besoin, ma vie était pleine, je dois l'avouer : mes enfants, mes études, vivre un peu la carrière du mari... Le cégep, ça s'est traversé assez rapidement et assez facilement.

[...]

L. P.-L. : Votre parcours scolaire, comment ça a débuté ? Je pense que vous m'avez dit que vous n'avez pas aimé les pensionnats. Mais quel genre d'étudiante étiez-vous ?

F. D. : J'étais une première de classe, mais ce n'est pas tout à fait vrai parce qu'il y avait toujours une autre première de classe qui réussissait à me battre à l'arrivée, mais ça a été une belle compétition. J'aimais étudier. Comme on avait trois heures d'études par soir au pensionnat, le dictionnaire est rapidement devenu ma lecture préférée parce qu'on n'avait pas le droit d'avoir d'autres livres à l'étude. C'était un enseignement... comment expliquer l'enseignement qui a été donné aux filles ? Je ne veux pas reprendre le stéréotype où on nous montrait la chimie pour qu'on sache comment faire lever un gâteau ou que l'éducation physique était enseignée aux filles pour améliorer leur capacité reproductive. C'était un enseignement qui était très restreint. Il n'ouvrait pas beaucoup d'horizons ni ne nous incitait à beaucoup d'initiatives. La chimie et la physique nous étaient enseignées de manière tellement ennuyante qu'on n'en voyait pas beaucoup l'intérêt. Le latin, je n'ose pas en parler. Il restait l'histoire des religions, puis le français. Je brillais en français parce que c'était intéressant : les dissertations et les analyses de textes, j'aimais bien ça. L'enseignement de la littérature était limité aux textes acceptables pour la morale chrétienne. Il nous était donc donné à lire une littérature épurée, ce qui voulait dire qu'on ne lisait ni n'étudiait Baudelaire ou George Sand. La liste des exclus était très longue. On lisait Victor Hugo, mais seuls les textes qui passaient la censure. Je voudrais bien raconter que ma première lecture d'adolescente a été Simone de Beauvoir, mais c'était un livre interdit à l'époque dont je ne prendrai connaissance que plusieurs années plus tard. De fait, on nous donnait à lire les Paul Bourget, Berthe Bernage, Charles Péguy et autres auteurs très catholiques, très conservateurs tout au moins. Malgré tout, j'aimais l'école. Je travaillais bien, mais je suis souvent entrée en conflit avec certaines professeures. D'autres professeures ont été d'une grande bienveillance et d'un appui inconditionnel à mon égard. Elles devaient peut-être voir la révoltée que j'allais devenir éventuellement.

Ce que j'ai aimé, si vous parlez de mes premières années d'école, ça va encore dans la lignée de ma génération, j'étais très présente à ce qui s'appelait les Jeunesses étudiantes catholiques (JEC) , comme les Guy Rocher et Claude Ryan de ce monde. La JEC était un mouvement où il était possible d'exprimer un peu plus largement des idées qui pouvaient aller à

l'encontre des idées reçues. J'ai adoré cette expérience. J'étais une bonne militante jéciste. Je connaissais toutes les chansons qu'il fallait chanter, j'allais aux camps de vacances. Le JEC m'incitait à être une leader de ma société, mais je ne savais pas très bien comment j'exercerais ce leadership à ce moment-là parce que mon futur immédiat m'apparaissait plutôt ordinaire.

L. P.-L. : Vous m'avez beaucoup parlé de la matière qui était enseignée, mais j'aimerais ça en savoir plus sur la place de la religion.

F. D. : Ah ! mon Dieu ! la place de la religion... Moi, j'ai un rapport très, très paradoxal parce que j'étais pensionnaire, donc tout ce que je recevais était un message catholique. La messe tous les matins. J'ai déjà calculé que je faisais au moins 12 prières par jour. Je peux t'assurer qu'au couvent de Lachine, j'ai prié pour une vie entière. Ça, c'est certain. La place de la religion ... jeune, j'étais très pratiquante parce que c'était dans les coutumes de l'école. D'ailleurs, j'avais remarqué que celles qui allaient aux messes libres, les quelques jours par mois où la messe n'était pas obligatoire, avaient de meilleures notes et étaient appréciées des religieuses. Alors, j'étais très assidue aux messes libres aussi. Cependant, j'ai abandonné toute pratique religieuse assez rapidement. Peut-être pas toutes les pratiques religieuses parce que, dans le milieu familial de mon mari, on demeurait pratiquant. J'avais donc une pratique religieuse du dimanche, mais j'ai cessé toute adhésion à une idéologie religieuse au moment de la mort de mon père. Mon père était maître de chapelle, alors on se retrouvait à l'église toutes les semaines. Il était toutefois athée. Ce n'était pas contradictoire pour moi, bien que les sœurs nous remâchassent assidûment que « hors de l'Église, point de salut ».

Ce « hors de l'Église » était en l'occurrence associé à la pratique de « faire ses Pâques ». Tu ne sais probablement pas ce que ça veut dire, « faire ses Pâques ». Cela voulait dire que durant le carême, soit les 40 jours qui précèdent Pâques, il fallait se confesser de tous ses péchés. Encore fallait-il en trouver. Ce n'était pas difficile d'en inventer. Puis il fallait avoir communiqué. Moi, je ne me rendais pas tellement compte que mon père n'était pas pratiquant parce qu'il était tout le temps à l'église. Mais le jour où je me suis aperçue qu'il ne faisait pas ses Pâques, il est devenu un méchant à mes yeux. Il devenait un homme rejeté par l'Église et, pendant longtemps, j'ai été troublée par cela. Alors même que j'adorais cet homme, je me devais de le repousser parce que c'était « un méchant ». C'était un mauvais catholique. Je raconte cette histoire-là parce qu'elle montre à quel point, que ce soit au sujet de la façon dont on a forcé les femmes à se plier aux

devoirs du mariage, à ne pas pratiquer la contraception même après six, sept ou huit enfants, quand tu es dans un milieu qui soutient une croyance et qui travaille constamment à te l'inculquer, c'est très difficile de s'en extraire. À l'âge de 15 ans, fort heureusement, j'ai commencé à réfléchir par moi-même et j'ai compris que mon père, même s'il ne faisait pas ses Pâques, était un homme bon, un homme attentif aux besoins des autres et un pédagogue extraordinaire qui me donnait beaucoup d'amour et d'affection. J'ai donc réalisé que c'était complètement aberrant qu'un diktat religieux m'amène à le rejeter. Progressivement, la religion est devenue pour moi, pour reprendre le terme de Lénine, un opium. L'institution religieuse est devenue pour moi quelque chose dont il fallait que je m'échappe complètement et que je décède les prescriptions.

En ce moment, mon rapport à la religion constitue une barrière avec certaines jeunes qui prônent la liberté religieuse dans l'espace public. Elles comprennent difficilement, au nom des libertés individuelles, les positions plus radicales que je peux défendre et les raisons pour lesquelles il en est ainsi, notamment au regard des contraintes et interdits imposés aux femmes par les différentes religions, contraintes dont ma dénonciation relève non seulement de mes études sur l'influence des religions sur la construction des inégalités entre les femmes et les hommes, mais d'expériences que j'ai moi-même vécues. Je respecte les gens qui ont des croyances. Il serait difficile de faire autrement parce j'ai des gens autour de moi qui ont des croyances et qui pratiquent fidèlement leur religion. L'adhésion stricte à une religion est un phénomène que j'arrive difficilement à comprendre au vu de la façon dont les institutions religieuses gèrent arbitrairement la vie des femmes et des hommes et, très souvent, gèrent des sociétés entières. Alors, oui, j'ai une aversion, non pas pour les croyances religieuses, mais pour les rapports de pouvoir que les institutions religieuses sanctionnent. En fait, fondamentalement, du jour où j'ai compris que si je ne m'étais pas rapprochée de mon père dans les deux ou trois mois qui ont précédé sa mort, j'aurais pleuré un homme que j'avais été incitée à rejeter par principe religieux. Je pense que, pour une enfant, cela aurait été une situation très traumatisante à vivre. Heureusement, j'ai fait cette analyse-là à l'âge de 15 ans, et c'est comme ça que j'ai abandonné les messes libres au couvent et que je me suis rapprochée à nouveau de mon père. D'ailleurs, celui-ci me disait toujours : « Tu n'as pas d'affaire à aller à la messe libre ! » Et moi de répondre : « Oui, oui, mais papa, les religieuses aiment ça ! »

[...]

L. P.-L. : En fait, ce que je me demandais, c'est : est-ce que vous, à cette époque-là, vous pensiez aller au collège classique ou vos collègues, vos amies au couvent pensaient-elles y aller ?

F. D. : En 1958, si mes statistiques sont bonnes, au Québec, il n'y avait eu que quelque 2 000 femmes qui avaient terminé des études classiques. À ce moment-là, ce n'était pas encore chose courante. Ma famille avait beau être ce que j'appelle de la bourgeoisie déchue, il y avait quand même un certain intellectualisme qui était véhiculé dans les conversations, dans les échanges. Je ne peux pas dire qu'on était une famille typique québécoise, donc sans les valoriser, les études des filles, ça allait de soi. Avant que mon père meure, il était entendu que j'allais faire des études classiques. Parmi mes collègues, au couvent de Lachine en 1958, sur une classe de 25 élèves, il y en a, je pense, cinq qui sont passées au niveau collégial après leur quatrième en lettres-sciences. Les autres faisaient des cours techniques, quittaient l'école ou comme moi s'inscrivaient à l'école de secrétariat. C'était encore la norme. Le collège classique, c'était encore vu comme un débouché pour les filles très intelligentes et exceptionnelles ou de bonne famille. Même à cela, j'avais beaucoup d'amies de bonne famille qui ne s'en allaient pas au collège classique.

L. P.-L. : Et vous, est-ce que c'était dans vos objectifs d'y aller à la base ?

F. D. : Ça allait de soi pour moi. Je ne sais pas si j'avais un objectif bien clair. Comme je te l'ai mentionné, le travail social m'attirait. Comme tu vois, j'avais choisi un métier féminin aussi, mais ce métier demandait que je fasse des études dans un collège classique. Je ne me suis pas posé la question. Je dois admettre que je ne peux pas me définir comme une contestataire « finie » avant la vingtaine avancée. J'étais une fille dynamique. J'étais une fille qui voulait des choses, qui voulait autre chose. Mais je n'avais pas encore trouvé dans ma tête la façon d'y arriver. Je ne veux pas faire croire que j'ai trouvé mon chemin, ma voie, parce qu'on m'a bafouée. Je peux bien dire que le gérant chez *Simpson* me passait les mains aux fesses régulièrement quand j'étais dans le *backstore*, mais je n'ai jamais pensé à porter plainte. Ma mère m'avait dit : « Arrange-toi pour ne pas être dans le *backstore* avec lui. » Je suis le produit d'une époque. C'est épouvantable de penser qu'à 16 ans, alors que ce gérant me passait les mains sur les fesses dans le *backstore*, je croyais que c'était à moi de contrôler la situation, que j'en étais responsable. J'insiste là-dessus, même quitte à me dénigrer moi-même. J'insiste là-dessus pour qu'on comprenne d'où les femmes de ma génération sont parties et tout le chemin parcouru depuis. Le mouvement des femmes a fait naître, au

Québec, ce que je désigne comme une véritable révolution. On ne les a pas renversés, mais on a complètement modifié les rapports de sexe et la vie en société. On a complètement bouleversé la représentation que l'on se faisait des femmes dans la société. C'est fondamental. Si j'insiste beaucoup sur ces petits incidents-là, c'est pour montrer à quel point la distance entre moi en 1960 et moi en 1975 est immense et s'inscrit dans la mouvance sociale québécoise du moment. [...]

L. P.-L. : Donc c'est à l'université l'autre génération. Parlez-moi de votre entrée à l'université.

F. D. : Au cégep comme à l'université, je n'avais pas encore une pleine conscience du fait que j'allais consacrer ma carrière à la recherche sur les femmes. Quand tu m'as parlé de cette entrevue-ci, je revoyais mon parcours universitaire, et je me suis aperçue que, sauf pour les travaux obligatoires, j'avais toutefois toujours travaillé sur les femmes. Comme je te l'ai dit, j'ai connu une évolution féministe lente, lente à prendre conscience de qui j'étais vraiment comme militante, comme féministe. À bien y penser, comme plusieurs de mes étudiantes au fil des décennies, j'ai tardé à comprendre que j'étais féministe, bien que j'avais, comme plusieurs d'entre elles, une pratique tout à fait féministe.

Lorsque j'ai commencé ma maîtrise et développé mon sujet de mémoire, j'ai réalisé que d'avoir une posture féministe était devenu primordial pour moi. Je tire d'ailleurs une certaine fierté d'avoir demandé et obtenu la création, à l'Université de Montréal, d'un cours en sociologie intitulé, comme il était courant de le faire à l'époque, sociologie de la « condition des femmes ». Non seulement j'ai demandé la création de ce cours, mais j'ai aussi été la première femme à le donner avec deux autres collègues étudiantes, alors que j'étais à la maîtrise. Tu vois, il y a quelque chose qui s'est produit assez rapidement dans mon cheminement à partir de cette période. De mémoire, ce cours, que j'ai donné avec Isabelle Lasvergnas et Zahida Radjah, était bâti sur une prise de conscience. Nous ne disposions que de très peu d'outils théoriques pour développer le cours. Nous nous sommes largement contentées de faire un portrait de la situation : où sont les femmes dans la société, qu'est-ce que les femmes ont fait à travers l'histoire, etc. C'est davantage en écrivant mon mémoire de maîtrise que je suis vraiment entrée en contact avec les auteurs Poulantzas, Althusser et autres qui m'introduisaient à la sociologie critique et aux rapports de pouvoir. Le marxisme était enseigné dans pratiquement tous nos cours à ce moment-là. C'est aussi à travers mes lectures que j'ai pris contact avec le concept de reproduction sociale,

développé par Bourdieu, et que j'ai eu l'intuition d'en faire une transposition, un premier bricolage, en l'appliquant à la reproduction sociale des sexes. Et cela, sans vraiment connaître les travaux qui m'ont le plus influencée dans ma carrière et qui sont arrivés au Québec à peu près au même moment où je terminais mon mémoire de maîtrise. Je parle ici des travaux des matérialistes françaises, Delphy, Guillaumin, Mathieu et autres. Ces dernières m'ont convaincue de l'à-propos et de l'intérêt de ce que j'avais démontré dans *L'école rose... et les cols roses*. Ils ont donné un nom à la réalité que j'y avais décrite, soit celle d'un système social dénommé « patriarcat ».

L. P.-L. : J'aimerais que vous me parliez plus du baccalauréat, de ce qui s'est passé... Cette ébullition-là, cette prise de conscience... quels cours avez-vous eus ? Qui avez-vous rencontré ?

F. D. : En fait, il y a trois professeurs que j'ai rencontrés et qui n'ont rien à voir avec ma prise de conscience féministe. Ce sont, par ailleurs, trois grands maîtres à penser qui apparaissent dans la bibliothèque ou les archives que tu as mentionnées en introduction. Il s'agit de Guy Rocher, de Marcel Rioux et de Louis Maheu. Ce sont des gens qui m'ont montré à réfléchir. J'ai apporté à Louis Maheu un paquet de livres à lire pour l'introduire à la réflexion féministe quand je lui ai demandé d'être mon directeur de mémoire. Ce que j'allais chercher chez lui était sa capacité à organiser la pensée, ce qui est encore ce que j'apprécie le plus chez une personne. Je demandais à Louis Maheu de faire du bricolage entre sa démarche à lui, qui était sur les mouvements sociaux, et ma démarche à moi, qui était celle du mouvement des femmes. J'essayais, en effet, de comprendre comment les femmes avaient été amenées dans la société – et là on parle de 1975 quand j'ai commencé ma maîtrise – à accepter les places et les positions auxquelles on les destinait, alors même qu'elles étaient de plus en plus nombreuses à avoir les outils pour vivre autrement et qu'elles étaient de plus en plus nombreuses à avoir les prédispositions, les compétences qui dépassaient largement les attentes qui leur étaient adressées.

Mes années de bac sont des années où l'idéologie marxiste était omniprésente. J'ai eu sept fois à lire le petit *Que sais-je ?* sur le marxisme. J'ai lu six fois *L'idéologie allemande*. J'ai lu différents chapitres du *Capital* de façon répétitive. Peut-être que la première personne à m'avoir parlé de femmes – mais encore là, c'est dans leur pratique religieuse – était Colette Moreux. Il y avait aussi, au Département de sociologie, Colette Carisse, qui a été la première femme à obtenir un doctorat à l'Université de Montréal en 1964, et dont la thèse portait sur les femmes, la famille

et la planification des naissances. Pour une raison ou une autre, je n'ai pas eu de contacts avec elle et l'orientation de ses travaux sur les femmes innovatrices ne me rejoignait pas vraiment. Pour ma part, je m'intéressais davantage à la reproduction sociale des inégalités et à la place des femmes sur le marché du travail, car j'estimais que l'égalité entre les femmes et les hommes passait par l'autonomie économique de même que par une modification de leurs pratiques familiales. Je n'inscrivais pas encore ma réflexion dans une analyse formulée en termes de rapports de pouvoir, même si les inégalités entre les sexes sautaient aux yeux, alors que, pour la classe ouvrière, j'étais incitée à le faire. [...] C'est seulement lorsque j'ai lu les matérialistes françaises et pris connaissance des discours revendicateurs des comités de femmes des syndicats que j'ai compris que je devais nécessairement introduire le concept de « classe de femmes » et de division sociale des sexes dans mon modèle d'analyse.

Pour mes études doctorales, n'ayant identifié au Québec aucune direction possible dans le domaine des études féministes, j'ai opté pour un sujet de thèse en sociologie de la science. Il faut comprendre qu'avec mes deux collègues étudiantes, c'était nous qui avions donné le premier cours de sociologie de la « condition des femmes » à l'Université de Montréal. Nicole Laurin, qui venait d'arriver à l'Université de Montréal, aurait pu me diriger, mais comme, en pratique, elle nous privait de la charge de ce cours, j'avais choisi de ne pas entrer en contact avec elle. J'aurais dû, mais à ce moment-là, je ne la connaissais pas.

N'ayant pas trouvé de direction pour ma thèse de doctorat en études féministes, j'ai donc délibérément opté pour la personne de mon département qui, à mes yeux, pouvait m'apporter le plus en matière de formation à la recherche. J'ai donc demandé à Louis Maheu, avec qui je travaillais aussi depuis trois ans comme assistante de recherche, d'être mon directeur de thèse. Non seulement il m'a offert un appui constant pour ma thèse, mais il m'a aussi mis en charge d'un projet de recherche et m'a donné carte blanche pour utiliser les données de celui-ci pour ma thèse.

Je dois avouer que j'arrivais à la quarantaine. J'ai peut-être eu une vision un peu instrumentale de ce que je ferais avec ce doctorat. Je voulais ce doctorat-là parce ce que je voulais m'inscrire dans une carrière professorale. Il était donc préférable, en raison de mon âge, que je ne m'éternise pas au doctorat. Louis Maheu m'offrait une chance sur un plateau d'argent, pour ne pas dire un plateau d'or, à cet effet : un terrain, une direction des plus compétentes et des plus intellectuellement enrichissantes. J'avais toute ma confiance en lui puisqu'il avait été mon

directeur à la maîtrise. Ce choix m'a donc amenée, pendant cinq années, à travailler en sociologie de la science. C'est un détour que je ne regrette pas, même si je l'ai trouvé assez ardu. Quand on s'éloigne un peu trop de ses intérêts premiers, il est évident que cela prend une plus grande discipline et motivation pour demeurer à son affaire ; l'expérience a néanmoins été très formatrice. Elle m'a permis à la fois de gagner ma vie, d'écrire une thèse assez rapidement, de gagner de l'expérience comme chercheuse et d'étoffer mon dossier quand est venu le temps d'appliquer pour un poste de professeure.

L. P.-L. : J'aime ça parce que vous avez répondu à beaucoup mes questions. [...] Moi, j'avais vu dans votre parcours que l'addition de votre maîtrise et de votre doctorat vous avait placée comme étant prédestinée pour amener l'épistémologie féministe au Québec. J'avais vraiment été étonnée. Je me demandais comment ça s'était enchaîné. Ce que vous dites, ça m'a beaucoup éclairée.

F. D. : Je dois t'avouer que je suis encore dans la candeur, il faut croire. Ce qui était important pour moi... le sujet, à ce moment-là, m'importait peu, quoiqu'il était d'un certain intérêt. Ce que j'appréciais, c'était la capacité qui m'était offerte d'apprendre, la capacité qu'on m'offrait de trouver des outils pour interpréter et de me familiariser avec des cadres théoriques qui n'étaient pas les miens. Par exemple, c'est avec Maheu et Fournier que j'ai beaucoup travaillé sur les notions de centre et de périphérie, qui sont des notions qu'on utilise beaucoup en sociologie de la science. Dieu sait que le Québec se qualifie bien comme périphérie. Au cours de ces années doctorales, tu as raison de dire que j'ai appris la rigueur. J'ai appris la nécessité de travailler en dehors de ses zones de confort. Je peux t'assurer qu'ayant commencé à militer activement comme féministe, j'étais encore plus en dehors de mes zones de confort. J'avais deux patrons masculins. J'avais un sujet de thèse que je n'avais pas nécessairement choisi et je m'intéressais au développement de la carrière scientifique au Québec. Pourquoi ? Mon deuxième amour dans ma zone de militantisme était le Québec. Alors, effectivement, en travaillant sur l'institutionnalisation de la science au Québec, cela me permettait quand même de faire un retour sur la sociohistoire du Québec. Pour l'anecdote, je me suis suffisamment prise au jeu que ma collègue de travail, Claudette Richard – qui était une collègue extraordinaire avec qui j'ai travaillé pendant sept ans –, m'a dit un jour : « Francine, il va falloir que tu fasses attention, parce que tu

commences à écrire comme Marie Victorin. » C'est pour te montrer combien j'avais bien intégré la littérature que j'étudiais sur le développement de la science au Québec.

Ça a été des belles années, des années productives, très excitantes. Mes enfants commençaient l'école. Mon mari allait bien dans sa vie professionnelle. Cela devenait donc plus facile pour moi d'étudier et de travailler. De fait, le doctorat m'a mise en contact avec des gens extraordinaires que j'admire encore beaucoup. Cela m'a aussi permis d'entrer dans la carrière universitaire, alors sur le long terme, ce fut un excellent choix, et ce bien que, par la suite, j'aie dû faire un énorme rattrapage en études féministes. En 1982, il y avait un poste en études féministes qui s'était ouvert au Département de sociologie de l'UQAM. J'y ai postulé, mais n'ayant pas terminé ma thèse, je n'avais pas tellement espoir d'obtenir le poste. Surtout que j'ai vite réalisé, en retournant à la littérature féministe pour me préparer à l'entrevue, que le fait d'avoir travaillé dans un autre domaine de la sociologie exigeait que je me replonge dans un important corpus féministe, les années qui s'échelonnent entre 1975 et 1982 ayant été des années fondamentales pour le développement de la pensée féministe au Québec, ainsi que pour l'intégration des pensées féministes développées ailleurs. [...]

L. P.-L. : C'était l'état des études féministes pendant votre doctorat, mais pendant votre maîtrise, est-ce que vous étiez l'une des seules ?

F. D. : Pendant ma maîtrise, oui. Je dois avouer que j'étais pas mal seule. Il y avait encore des gens qui se demandaient s'il y avait une raison de travailler sur les femmes. Quand je disais que je faisais une maîtrise en études féministes, il n'était pas rare qu'on rie un peu de moi. Pour la petite anecdote, entre 1970 et 1980, à l'Université de Montréal, notamment, les études féministes et le féminisme étaient vus comme la création de femmes bourgeoises. Bon, on le dit encore 30 ans plus tard, mais ce n'était pas dit dans le même contexte ni pour les mêmes raisons qu'aujourd'hui. À l'époque, c'était parce que l'on nous accusait de nuire à la révolution socialiste en posant nos revendications et que, comme tout le monde, nous devions attendre le lendemain des beaux soirs pour nous réaliser. Je peux te dire que nous avons eu, de la part des étudiants marxistes à l'Université de Montréal, de véritables oppositions à ce que nous donnions le cours, et c'est même allé jusqu'à avoir une présence physique devant la porte de nos cours pour décourager les étudiants, étudiantes d'aller écouter une idéologie bourgeoise. Quarante ans plus

tard, nous avons quand même la satisfaction d'avoir un petit mieux réussi notre révolution au Québec qu'ils n'ont réussi la leur.

L. P.-L. : Cela a-t-il été la réception des premiers cours féministes que vous avez enseignés ? Par rapport à votre mémoire, c'était quoi, la réception ?

F. D. : Mon mémoire n'a pas fait de vagues à l'époque. Louis Maheu a proposé mon manuscrit aux éditions du Remue-Ménage et aux éditions Albert St-Martin, qui l'ont accepté, je pense, assez facilement. Le livre a eu une très bonne réception. [...] Marcel Rioux, la même année, avait aussi publié un livre aux éditions Albert St-Martin. À ma grande fierté, et je n'arrivais pas à y croire, mon livre avait de meilleures ventes que le sien, succès largement dû au fait que des professeurs, professeures de cégep avaient choisi de le mettre à leur programme. C'est quand même quelque chose dont je pourrai m'enorgueillir toute ma vie. J'ai eu un succès de presse plus grand que celui de Marcel Rioux, à qui je vouais, j'ajoute, une très grande admiration.

L. P.-L. : Finalement, est-ce qu'il y a des moments marquants dans votre parcours académique, des professeurs, un enseignement, ou une lecture particulière qui fait encore écho aujourd'hui et que vous voudriez souligner ?

F. D. : En sociologie de la science, la lecture marquante que j'ai faite, c'est probablement la lecture de Thomas Kuhn, qui était connu pour avoir développé le concept de paradigme. Cela m'a offert un premier outil épistémologique avec lequel travailler. Mais, essentiellement, les lectures marquantes datent du moment où je découvre Delphy, Guillaumin, Mathieu et des auteures aux États-Unis dans le courant des féministes radicales. Ce serait faux de dire que seuls des livres à caractère académique m'ont marquée à cette époque. Parmi les écrits qui ont été marquants, pour moi, on retrouve également *Toilette pour femme* de Marylin French, qui décrit le patriarcat à travers un roman ; *L'Éguélonne*, qui fut chez nous un des premiers livres féministes. *La nef des sorcières* et *Les fées ont soif* sont deux œuvres théâtrales présentées en 1976 qui ont donné des mots aux malaises des femmes. Il y a aussi la pièce *Maman ne travaille pas, elle a trop d'ouvrage* du théâtre des Cuisines, mise en scène la même année. Ce sont des œuvres comme celles-là qui m'ont initiée à la pensée militante, à une pensée de révolte, et qui m'ont amenée, lors de mon passage à l'université, à me servir de cette révolte et à la canaliser en une volonté de comprendre.

Je n'avais aucun problème à dire dans la rue que « ni les juges, ni les maris, ni les prêtres n'auront de droit sur mon corps », mais en tant que sociologue intéressée par la maternité et la famille, je me demandais ce que cela voulait dire au regard de ces institutions, de la famille et du couple.

L. P.-L. : On va parler de votre parcours militant et de votre posture féministe. D'abord, la première question, c'est un peu ce que vous nous avez fait faire en classe, donc c'est parler de votre histoire à vous, du féminisme, de votre prise de conscience.

F. D. : Mon histoire du féminisme se déroule sur une très longue période. Je te l'ai déjà mentionné, dans mon enfance, je n'ai pas de contact avec une quelconque pensée féministe. Cependant, il faut dire que mon enfance se déroule dans ce qu'on a appelé la « période noire » du féminisme. Les femmes viennent d'obtenir le droit de vote au Québec en 1940, ce qui est un peu vu comme une fin en soi, alors que l'immédiate période de l'après-guerre est caractérisée par une forte opposition au travail des femmes et une survalorisation du rôle des femmes au sein de la famille : « la reine du foyer », « papa a raison ». C'est une période où l'on fait la promotion de ce qu'il était convenu d'appeler la famille traditionnelle, c'est-à-dire : maman à la maison, papa pourvoyeur, bébés, chien et auto à la porte. Or une telle famille traditionnelle n'a pratiquement jamais existé au Québec, sauf dans les années d'après-guerre, où le modèle s'impose comme la « voie du bonheur ». La famille d'avant-guerre n'était pas celle-là, pas plus d'ailleurs que la famille des années 1900. La famille traditionnelle, il faut comprendre que c'était une vue de l'esprit et une construction sociale pour maintenir les femmes au sein de la sphère privée.

Pour ma part, je l'ai déjà mentionné, je dirais que j'ai été une féministe en actes avant d'être une féministe en pensées, puisque je ne voyais pas ma place comme une place de seconde. Ma mère se plaignait toujours d'être la « doublure » de son mari. C'est sûr que je n'avais pas l'intention d'être la doublure de mon mari. [...] De ce point de vue, la vie conjugale (mère à la maison, père au travail) t'amène par ailleurs assez rapidement à comprendre l'impact des contraintes issues des modèles culturels, l'impact des positions qui te sont réservées dans la société et le poids de la façon avec laquelle la société perçoit ton rôle. Or si tu ne te définis pas à travers ces représentations, c'est évident que tu risques de devenir féministe assez rapidement.

Le tiraillement que j'ai eu comme féministe a été celui entre mère et féministe parce que, théoriquement parlant, je parlais de la maternité comme d'une contrainte, comme d'un lieu d'oppression, alors qu'en même temps, je vivais une très belle histoire de maternité. En un tel

cas, comment réconcilier empirie et théorie, je n'y suis jamais complètement arrivée, mais j'ai un aphorisme qui me conforte à cet effet : « Être féministe, c'est vivre avec ses contradictions. » Dans une certaine mesure, tant que la révolution ne sera pas complètement arrivée, tu vis des situations, tu vis des conditions qui ne sont pas nécessairement celles avec lesquelles tu es d'accord. Par exemple, en 1978, quand, au volant de la voiture de mon mari, j'allais reconduire Zahida Radjah après nos cours et que je la laissais à la porte, sa salutation habituelle était : « C'est ça, Francine. Va coucher avec ton oppresseur ! » On peut voir que j'étais dorénavant familière avec le vocabulaire, mais on comprendra également que je vivais dans une conjugalité hétérosexuelle avec des enfants de laquelle je n'avais aucun désir de m'extirper.

Disons que mon militantisme a surtout été intellectuel et institutionnel. Il s'est certes manifesté à travers ma participation à plusieurs événements publics et à quelques démonstrations de rues. Cependant, très rapidement, j'ai adhéré à une pensée de Ti-Grace Atkinson qui disait que « penser les femmes est un acte militant ». Je crois effectivement que j'ai canalisé ma militance féministe avec l'espoir d'aider à « penser les femmes » et à comprendre leurs vies. Je me le demande encore aujourd'hui, car la question est toujours d'actualité : comment se fait-il qu'encore aujourd'hui, autant de femmes acceptent les places et les positions auxquelles on les destine ? Pourquoi, encore aujourd'hui, certaines femmes acceptent-elles d'être importunées ou, pire, acceptent-elles des rapports marqués par la violence ? Cette question-là, je me la posais déjà il y a 40 ans dans *L'école rose... et les cols roses*. Bref, mon militantisme s'est surtout déployé au sein du monde universitaire. Il était important pour moi que l'UQAM, qui rassemblait un nombre relativement important de professeures féministes, soutienne des associations de femmes. J'ai travaillé à cet effet, dans le cadre du GIERF (Groupe interdisciplinaire pour l'enseignement et la recherche féministe) , à la création de l'Institut de recherche et d'études féministes (IREF) et, éventuellement, à celle du Réseau québécois en études féministes (RéQEF) afin de renforcer les études féministes au sein de l'université, de donner un lieu d'accueil et de diffusion à la parole des femmes et de visibiliser leur apport au monde académique. C'était aussi important pour moi de former mes étudiantes pour qu'elles-mêmes exigent un enseignement non sexiste et que les cours dispensés prennent en considération les rapports de sexe et la situation des femmes dans la société.

Mon militantisme a donc beaucoup passé par l'université. C'est sûr que je me retrouvais dans la rue pour les grosses manifestations. Je me suis notamment impliquée dans la Marche mondiale des femmes. Au sein de l'Alliance de recherche IREF/Relais femmes, que je dirigeais,

j'ai même organisé, avec Lyne Kurtzman, qui en était la coordonnatrice, un colloque dans un autobus pour nous rendre à la rencontre internationale à New York avec une cinquantaine d'étudiantes, de professeures et de membres de groupes de femmes. Fondamentalement, mon engagement visait à promouvoir une réflexion critique sur les rapports de sexe afin de fournir des outils aux femmes pour qu'elles puissent vivre leur vie autrement et prendre conscience de leur potentialité d'agir autrement. Il était primordial de réfléchir sociologiquement sur la vie des femmes. Au fil des décennies, le regard féministe s'est ouvert sur l'imbrication des rapports sociaux et les inégalités entre femmes. Je dois dire, cependant, que mes premières années ont été celles d'un militantisme féministe essentiellement concentré sur la lutte pour l'accès libre et gratuit à l'avortement et l'amélioration des conditions de vie des femmes sur le marché du travail. Tout au long de ces années, j'ai aussi participé assez activement au Conseil du statut de la femme, soit à titre de personne-ressource, d'intervenante ou de conférencière. J'ai aussi beaucoup collaboré avec les groupes de femmes, pas nécessairement dans leurs pratiques quotidiennes, mais plutôt comme personne-ressource pour les accompagner dans leurs convictions féministes et les aider à réfléchir sur ce que veulent dire, par exemple, les rapports de sexe. Quand les femmes des CALACS s'occupent des femmes victimes de violence conjugale, elles remplissent une tâche indispensable et font un travail incroyable auprès d'elles. Mais elles ont aussi besoin d'outils pour comprendre ce qu'il en est et enrichir leur intervention. Pour moi, le militantisme veut nécessairement dire agir, mais agir dans le cadrage d'une réflexion critique.

Il y a une phrase de Françoise Collin qui m'avait vraiment interpellée à cet égard. Et je dois dire qu'elle n'avait pas tout à fait tort. Elle disait : « À un moment donné, pour agir, il faut arrêter de penser. » J'avais été assez surprise par une telle assertion, tout en reconnaissant qu'elle comportait une certaine part de réalité, car à un moment donné, il faut bien être réaliste, quelle que soit la cause que tu défends, politique ou sociale : si tu agis juste à partir de la partie sociologique de ton cerveau, il est évident que tu ne pourras applaudir aucun chef politique, tu pourras difficilement adhérer sans restriction à aucune cause, car il y aura toujours des situations, des rapports à questionner. Le militantisme doit certes s'appuyer sur la réflexion, mais il exige également des convictions.

L. P.-L. : Vous vous dites plus féministe que sociologue ...

F. D. : Maintenant, oui. Parce qu'il n'y a pas de terme pour me définir comme professeure en études féministes, malgré l'ampleur de la révolution intellectuelle, l'ampleur de la contribution conceptuelle, méthodologique, épistémologique des études féministes à l'ensemble des disciplines des sciences sociales. Je suis maintenant tellement spécialisée en études féministes, et parce que j'ai aussi une vie et que les journées ont 24 heures, je n'ose plus me définir comme sociologue féministe. Je considère plus légitime de me définir comme une féministe sociologue. Cela dit, la compréhension des dynamiques sous-jacentes aux différents phénomènes ou faits sociaux qui rejoignent les femmes ou les interprétations que j'en propose sont largement inspirées par la sociologie. J'ai aussi beaucoup d'affinités avec l'histoire, qui est un apport indispensable pour comprendre et expliquer la pérennité des rapports de sexe et la construction sociale du féminin et du masculin. Pour changer, il faut être en mesure de comprendre la généalogie des idées et des pratiques.

Si tu me demandes la définition de mon féminisme, je dirais simplement que c'est d'essayer de comprendre et d'aider les autres à mieux comprendre ce que veut dire être une femme au Québec depuis les années 1960 pour transformer ce que ça veut dire être une femme au Québec aujourd'hui.

L. P.-L. : Vous avez parlé, durant l'entrevue, de vos affinités avec les théoriciennes féministes matérialistes, pour la plupart françaises. J'aimerais savoir si vous avez des influences un peu semblables au Québec, autre que les grands penseurs que vous m'avez nommés. Peut-être des sociologues ou des féministes québécoises ?

F. D. : [...] Au Québec, je te dirais que ce sont des collègues qui m'ont influencée, qui ont eu un impact sur ma pratique sociologique. Je pense d'abord à Danielle Juteau, qui s'est davantage intéressée aux études ethniques, mais qui, par son adhésion à une perspective féministe matérialiste et ses analyses à partir des rapports sociaux de sexe, m'a grandement aidée à aller plus loin dans la compréhension de la coproduction des rapports sociaux de pouvoir et des hiérarchies dans notre société. Ses travaux, pour moi, demeurent fondamentaux. Je la rejoins dans son adhésion à la possibilité de parler d'un « nous femmes », ou je devrais plutôt dire d'un « nous féministes », malgré les difficultés rencontrées pour intégrer toutes les femmes dans nos modèles d'analyse et nos revendications. J'ai aussi été inspirée par les travaux de Nicole Laurin, de Diane Lamoureux, de Chantal Mayer, dont les analyses enrichissent notre compréhension des

rapports sociaux et du système patriarcal. Je pense aussi à Renée Dandurand, qui a consacré son œuvre à la sociologie de la famille. C'est la première anthropologue féministe québécoise qui s'est aventurée à produire une réflexion matérialiste sur la famille. Ces femmes sont parmi les personnes qui m'ont le plus influencée, mais dans une relation interactive, pas dans une relation *top down*. Elles sont parmi celles dont j'ai le plus suivi la production. Ce sont les œuvres que j'ai le plus suivies, si tu veux. C'est ce qui m'amène, parfois, à me dire que je n'ose pas trop me déclarer sociologue féministe parce que je suis davantage dans l'interdisciplinarité. J'ajouterais que les interactions avec mes étudiantes doctorales ont aussi été des occasions fortes de cheminement intellectuel.

À l'heure actuelle, les féministes noires américaines comme les féministes du Sud ont beaucoup d'influence sur le développement de ma pensée. De même, les travaux de Danièle Kergoat sur la consubstantialité des rapports sociaux sont très importants dans le déploiement de ma réflexion en ce moment. Au Québec, je suis aussi impressionnée par l'apport d'une de mes anciennes doctorantes, Elsa Galerand, sur cette question. Je considère que j'ai vécu toute ma vie de sociologue en faisant du bricolage théorique. Et, en l'occurrence, il faut bien que j'avoue que l'auteur qui a eu le plus d'impact sur le développement de mon approche analytique est Bourdieu, finalement. Sa façon d'aborder la société, de suggérer de regarder autre chose qu'une classe sociale dans le contexte marxiste a créé des ouvertures pour conceptualiser mon féminisme... De fait, j'ai peut-être trop bricolé pour être capable de répondre : « Ah ! voilà l'œuvre qui m'a influencée ! » Je veux ajouter que Touraine m'a influencée dans ma conceptualisation d'un mouvement social. Il m'a influencée, de fait, parce que je lui contestais sa définition du mouvement des femmes, dans laquelle il ne reconnaissait qu'un mouvement culturel et non un mouvement politique. Alors, il y a beaucoup d'auteurs comme cela dont j'ai bricolé les propositions. Goffman, par exemple, m'a beaucoup aidée à comprendre comment on pouvait interpréter, comprendre et saisir la parole des autres. Je ne me situe dans aucune école de pensée précise, si ce n'est dans l'école du féminisme, qui est très riche, mais aussi très hétérogène.

L. P.-L. : Vous vous définissez souvent comme une matérialiste. J'aimerais savoir comment ça se présente devant une montée de courants intersectionnels.

F. D. : Le féminisme matérialiste est la première théorie intersectionnelle. Cette réalité est trop souvent occultée. Si je me tourne vers des auteures que je viens de citer, Guillaumin a travaillé races et femmes, Juteau a travaillé ethnies et femmes, Delphy a travaillé classes sociales et femmes. C'est vraiment parce que nous ne sommes pas allées au bout du potentiel conceptuel de leurs propositions théoriques, mais surtout parce qu'il est très difficile de les traduire dans nos pratiques que cette impression demeure. Je me définis comme une féministe structuromatérialiste consubstantielle. Je crois fermement à la nécessité d'adopter une perspective intersectionnelle dans nos réflexions et recherches de solutions. Mais je n'aime pas le mot « intersectionnalité » comme tel, car il est devenu un *buzzword* trop souvent dépouillé de son sens premier, et c'est pourquoi j'ai adopté le terme de consubstantialité, proposé par Kergoat, ou encore celui d'imbrication, que l'on retrouve dans les travaux de Jules Falquet.

Pour me définir, je n'hésiterais pas non plus à me dire féministe égalitariste, considérant que travailler à l'atteinte de l'égalité entre les femmes et les hommes ne relève pas simplement d'une pensée réformatrice, mais répond à de véritables besoins et comporte un germe révolutionnaire. Par exemple, lutter pour un salaire égal pour un travail égal. Cela peut apparaître comme une lutte réformatrice quand l'ambition est d'abolir le système capitaliste, mais l'obtention d'un salaire égal pour un travail égal réalisé par des femmes a été une des plus grandes attaques adressées au système de rémunération capitaliste. Cette revendication des femmes a été un rare moment où, dans plusieurs pays, le capitalisme a dû céder aux revendications des femmes qui refusaient d'être une main-d'œuvre secondaire. Certes, il s'est bien repris. Il est allé chercher de la main-d'œuvre bon marché à l'étranger.

[...]

Ma perspective féministe, c'est une perspective que je bricole. De la perspective égalitariste, elle conserve le concept d'égalité qu'on doit questionner, mais aussi imposer, car l'égalité n'est pas naturelle : elle est un principe politique. Elle doit être obtenue. Je retiens aussi de la pensée égalitariste le concept de liberté. Le problème avec la pensée égalitariste, c'est qu'elle ne va pas au bout de son potentiel puisqu'elle croit en la capacité de réforme du système patriarcal et ne vise pas son abolition. C'est là que je deviens une radicale, parce que si je suis bien consciente que je ne verrai certainement pas de mon vivant l'abolition totale, surtout à l'échelle planétaire, du système patriarcal, je pense que la lutte doit être orientée en ce sens et que le féminisme radical matérialiste est nécessaire pour déconstruire les idées et les pratiques inculquées, imposées par le système patriarcal.

Je suis aussi consciente que les luttes féministes égalitaristes et radicales ont fait gagner à plusieurs femmes, dont je fais partie, la possibilité d'échapper à la quasi-totalité des discriminations qui me visent. Je suis blanche, hétérosexuelle. Je suis salariée. J'ai une sécurité économique. Je suis instruite. Je suis même en position d'autorité du fait que j'occupe un poste de professeure. Il est donc évident que ma personne se retrouve épargnée de plusieurs des contraintes contre lesquelles je me suis battue. C'est là qu'il me faut dire que, si j'adhère au concept de classe de femmes, celui-ci, à son tour, est fractionné en de multiples catégories, car toutes les femmes ne profitent pas de la même manière des avancées du féminisme. Et si je continue, en tant que femme, à être un sujet politique au sein du patriarcat, j'ai aussi beaucoup d'avantages que d'autres femmes, autochtones, racisées, marginalisées au regard de leur orientation sexuelle, de leur handicap ou de leurs conditions économiques – et j'en passe – n'ont pas.

L. P.-L. : Est-ce que c'est voulu de ne pas utiliser le terme privilège quand vient le temps de parler de ces questions-là ?

F. D. : Non, ça ne me dérange pas de parler de mes privilèges. Mais, d'abord, je voudrais rappeler qu'il n'y a pas beaucoup de décennies qui me séparent d'une condition des femmes beaucoup plus restrictive. L'année où je me suis mariée, c'est l'année où les femmes ont été soustraites à l'autorité maritale. Qu'est-ce que ça veut dire, l'autorité maritale ? Cela veut dire que mon mari aurait eu le droit de me punir, de me contrôler, de décider ce que j'allais faire. La religion rajoutait que je devais lui faire le nombre d'enfants qu'il voulait. Je veux bien qu'on les appelle ainsi. Ce sont des privilèges, mais je les appelle aussi des « sorties de contraintes » parce que même des femmes privilégiées vivent encore plusieurs contraintes. [...] Ce que nous apprend la perspective intersectionnelle, c'est que nous avons des identités multiples. [...] Young, par exemple, nous propose de nous penser en tant que femmes sérielles puisque nous ne sommes pas les mêmes personnes tout au long de notre vie et que nous nous identifions à plusieurs groupes d'appartenance. De son côté, Kergoat nous a montré que, dans les rapports sociaux de pouvoir et de hiérarchie, il n'y en avait pas un qui était nécessairement premier tout le temps. Aussi, bien que ma perspective d'entrée en analyse soit celle de la classe des femmes, je suis bien consciente que les autres ordres de pouvoir sont aussi à l'œuvre, que c'est leur imbrication qui doit être considérée. L'intersectionnalité, ce n'est donc pas de regarder où je suis ni d'essentialiser les

femmes en fonction d'un autre attribut. C'est de comprendre que tous les rapports se coproduisent et qu'effectivement, c'est beaucoup plus ardu, par exemple, d'être une femme noire – même instruite –, nouvelle arrivante, que d'être moi. En même temps, il y a des choses qu'on partage, car le patriarcat agit tout le temps.

Ce que j'ai reproché longtemps aux études intersectionnelles, c'est de parfois secondariser le système patriarcal qui, selon moi, est aussi important que les autres, mais qui ne s'articule pas, ne se manifeste pas de la même façon à tout moment. Ce qui est intéressant de la perspective de la consubstantialité proposée par Danièle Kergoat, c'est de nous amener à réaliser que les rapports sociaux sont coproductifs les uns des autres et qu'aucun de ces rapports n'est dominant en tout temps.

L. P.-L. : Vous avez parlé de l'institutionnalisation des études féministes à l'université. J'aimerais que vous en parliez plus généralement et j'aimerais vous faire dialoguer avec Nicole Laurin. Vous avez parlé de Nicole Laurin plus tôt. Dans une entrevue similaire à celle-ci, elle avait dit que les femmes avaient pu se tailler une place à l'université et qu'elle se réjouissait de ça, mais que, malheureusement, les femmes qui avaient une perspective critique du discours dominant s'y trouvaient cloisonnées. Est-ce que cette situation perdure encore ? Il y a une citation d'elle qui dit: « Les femmes dans la société s'occupent de la cuisine, des enfants et du ménage. Puis, qu'en sociologie, elles s'occupent de la famille et de la condition féminine. Ce qui n'est rien de plus normal, rien qui ne mérite moins d'attention. » Que lui répondez-vous face au cloisonnement qu'elle observe ?

F. D. : Je lui répondrais qu'elle a contribué à la pensée féministe, mais que sa pensée demeure encore marquée par une conception qui a été longtemps véhiculée à l'effet que travailler sur les femmes, c'était secondaire, et que travailler sur la cuisine, la famille, c'était aussi secondaire. Or les sociologues se sont restreints à définir la famille comme la base de l'institution à condition qu'elle demeure patriarcale. Ce que je dirais à Nicole, c'est qu'elle avait à ce moment-là une perspective peut-être de sociologie de la condition des femmes et non pas une perspective de sociologie féministe. La sociologie féministe, ce n'est pas de travailler que sur les femmes et la cuisine, mais ça *peut* l'être, et ça *doit* aussi l'être si l'analyse débouche sur une meilleure compréhension des rapports de sexe, des structures hiérarchiques, des structures de pouvoir et de la réalité qui est inscrite dans ces structures. C'est de regarder la vie des hommes et des femmes

à partir de cette perspective-là. [...] Il fallait bien se pencher sur les femmes au début, on ne connaissait rien de leur véritable situation. Obtenir des statistiques qui distinguaient les hommes et les femmes sur le marché du travail, alors que tout le marché du travail était pensé pour les hommes, a été une première grande réalisation des féministes québécoises et canadiennes. Cela répondait à une nécessité de toute première importance, mais très rapidement, il est apparu que n'étudier que les femmes au regard de leur vie quotidienne ne permettait pas de comprendre pourquoi elles acceptent d'occuper les places et les fonctions que la société leur octroie ni d'expliquer comment elles continuent à s'accrocher à ces fonctions-là, ou encore pourquoi tant d'hommes continuent de penser que ce sont des places qu'elles doivent occuper.

Pour moi, la sociologie féministe, c'est regarder du point de vue des femmes, l'imbrication, le recouvrement, la coproduction des rapports sociaux qui s'actualisent. À partir de là, je peux regarder n'importe quelle situation. Je peux tout aussi bien observer un camp de bûcherons, mais aussi des femmes dans une assemblée de cuisine. Ce qui m'importe de comprendre est ce qui rend possible la reproduction des rapports de pouvoir basés sur le genre. Qu'est-ce qui fait que les femmes continuent d'intérioriser que leur valeur découle de leur corps, de leur jeunesse et de leur pouvoir de séduction ? Je dois avouer qu'après 40 ans de féminisme, les événements actuels me découragent un peu. Comment se fait-il qu'il y ait encore une partie de femmes et d'hommes qui croient que la séduction doit se vivre dans un rapport inégal ? C'est vrai que je ne sais pas ce qu'est un rapport égal, mais j'aspire à un rapport égal. À ce moment-là, pour moi, la sociologie féministe, elle pourra s'occuper tant qu'elle voudra des femmes si elle le souhaite. Or, s'il s'est fait assez d'études sur les hommes ouvriers pour se permettre de faire quelques études sur les femmes ouvrières, je dirais que la remarque de Nicole est inspirée de sa volonté de dire aux féministes qu'il ne faut pas regarder juste l'expérience des femmes pour comprendre. Nicole va se pencher pendant plus de 15 ans de sa vie sur l'histoire des religieuses. Alors, dans une certaine mesure, elle a raison de dire : « Les filles, faites attention de ne pas vous enfermer dans un ghetto. Les rapports de pouvoir sont tellement forts que ce ghetto-là va jouer contre vous. » Moi la première, je faisais, aux yeux de plusieurs, de petites études sociologiques parce que je travaillais sur les femmes. J'ai vécu ça, aussi. Les femmes étaient considérées comme un sujet mineur. La grande victoire des sociologues féministes est que, maintenant, la sociologie au grand complet est obligée de s'occuper du genre, des rapports de sexe. Et, pour la blague, je dirais que je considère comme une victoire importante des féministes le fait que Touraine comme Bourdieu ont consacré leur dernier ouvrage aux femmes, quelle que soit notre opinion sur ces productions.

L. P.-L. : Nous allons continuer avec des questions touchant l'articulation travail-famille. Dans l'optique où il est impossible de diviser la vie privée et la vie professionnelle, cette section-là de l'entrevue va permettre de faire des liens entre les deux. La première question, vous nous en avez un peu parlé, mais quels étaient vos premiers emplois ? Puis comment jongliez-vous avec cette articulation-là ?

F. D. : [...] Moi, j'ai compris qu'articuler famille-travail était un véritable défi si je voulais y arriver. Comme je retournais aux études et que mon conseil des arts était mon conjoint, non seulement il était le pourvoyeur, mais il payait mes études ; je me voyais difficilement lui demander de partager les tâches domestiques, car je trouvais son appui à mes études déjà exceptionnel dans le contexte social dans lequel nous évoluions. Souvent mon mari se faisait dire : « Tu sais que ta femme va porter les culottes, pis que tu n'auras plus rien à dire chez toi. » C'était au début des années 1970, et malgré les importants changements survenus à l'époque, mon retour aux études n'était pas nécessairement très bien vu par certains de nos amis, amies. « Tu sais qu'elle peut rencontrer toutes sortes d'hommes intéressants au cégep » était l'avertissement qu'une de mes copines avait servi à mon mari lors d'un repas partagé à ma table.

Dans ma vie, je n'ai pas fait de véritables efforts pour que la conciliation famille-travail donne lieu à une division équitable des tâches. Sauf que, rapidement, puisque j'ai pu gagner ma vie et que j'ai fait ce que beaucoup de mères travailleuses font, j'ai fait appel à de l'aide extérieure à laquelle mon mari a contribué aussi. En y réfléchissant bien, je dirais que mon premier féminisme est un féminisme se rapprochant de celui de Simone de Beauvoir, que j'ai résumé par l'aphorisme : « Fais un homme de toi, ma fille. » Mon premier féminisme était beaucoup plus à l'image de moi entretenant le terrain qu'à celle de mon mari dans la cuisine. J'ai beaucoup mieux répondu au « Fais un homme de toi, ma fille » que mon mari aurait pu répondre à « Fais une femme de toi, mon homme ». Je ne le lui ai pas demandé. C'est ma faute. C'est vraiment ma faute, quoiqu'il aurait pu y penser seul. Je ne lui ai pas demandé parce que j'avais le sentiment que je brisais tellement de barrières que j'avais peur de trop en briser. Finalement, c'est en tant que sociologue que je me suis penchée sur la question de l'articulation famille-travail parce que je voyais bien que ma situation n'avait pas trop de sens. Comme assistante de recherche, je trouvais admirables mes deux patrons qui rentraient à 17 h pour aller relayer leur femme à la maison, alors que moi, en bonne assistante de recherche, je restais au bureau parce que je ne

voulais pas que ma maternité me soit reprochée dans ma trajectoire de carrière. Ils allaient relayer leur femme, et moi, je restais au bureau pour faire le travail qu'ils n'avaient pas eu le temps de faire. C'est assez illogique, d'autant que je me faisais « chicaner » par le mari de ma gardienne, qui trouvait que j'arrivais trop tard pour que son souper lui soit servi à l'heure. Mais bon, cela ne me perturbait pas vraiment.

L'articulation famille-travail s'est imposée à moi avec l'arrivée massive des mères sur le marché du travail dans les années 1990. [...] Avec Christine Corbeil, qui fut une collègue extraordinaire, nous avons commencé à réfléchir à la question et nos premières analyses nous ont amenées à rejeter le terme de « conciliation famille-travail » en faveur de la notion d'articulation famille-travail. La nuance n'était pas bénigne pour nous qui considérions que travail et famille ne se concilient pas dans l'état actuel des rapports de sexe. Ça peut s'articuler, mais non se concilier, se faire harmonieusement alors que les exigences du marché du travail et que les exigences de la famille sont trop grandes et souvent incompatibles. Surtout que, tant et aussi longtemps que la charge mentale des femmes au sein de la famille ne sera pas partagée, l'impact de la division sexuelle du travail se fera sentir. Tant que les femmes continueront à être le parent principal, ça ne changera pas. Et s'il est possible d'observer que plusieurs changements sont survenus, surtout sur le plan des soins aux enfants, la partie n'est pas encore gagnée. L'évolution des femmes dans la sphère publique est plus réussie que celle des hommes dans la sphère domestique.

L. P.-L. : J'aimerais que vous me reparliez de vos premiers contrats de recherche, dans le temps où, justement, vous ne parliez pas d'articulation travail-famille. Sur quoi avez-vous travaillé au départ ?

F. D. : Ma première participation importante à une équipe de recherche en tant qu'assistante de recherche a été à une étude menée par Arnaud Sales, professeur au Département de sociologie à l'Université de Montréal, auprès de 500 hommes d'affaires québécois, leaders dans leur milieu. C'est donc à travers le milieu des affaires québécois que j'ai fait mes premiers contacts avec la recherche de terrain. Après ça, j'ai travaillé en sociologie de la science dans l'équipe de Louis Maheu et de Marcel Fournier. Quand, après mon embauche comme professeure à l'UQAM, j'ai été en mesure de choisir mes objets, c'est immédiatement vers les questions suscitées par la rédaction de mon mémoire de maîtrise que je me suis orientée. C'est largement grâce à ma

rencontre avec Christine Corbeil, qui s'intéressait déjà aux questions relatives à la maternité, que j'ai consacré mes premières recherches à ce sujet et que je me suis intéressée aux questions de l'articulation famille-travail. En collaboration avec une étudiante, Shirley Roy, par la suite devenue ma collègue au Département de sociologie, j'ai amorcé à peu près au même moment un travail qui devait se poursuivre tout au cours de ma vie sur les courants de pensée du féminisme. J'ai vraiment carburé sur le travail qu'elle avait initié avec moi, et jusqu'à maintenant, c'est encore un de mes principaux intérêts de recherche. Quel est le bagage théorique développé, comment s'articulent les perspectives féministes les unes aux autres, comment cette coexistence de plusieurs modèles d'interprétation se traduit-elle au sein du mouvement des femmes et comment cela voyage-t-il dans la société ? J'ai aussi abordé le discours sur la maternité à partir de cet angle de questionnement.

Au cours de ma carrière, j'ai toujours eu le désir de travailler avec des groupes de femmes et que mon travail se développe en collaboration avec eux. Je me suis donc intéressée à plusieurs sujets à leurs demandes, en respectant par ailleurs un même fil conducteur, soit la production du féminin et les conditions de vie des femmes. Je me suis, par exemple, assez longuement intéressée à l'image sexuée et sexiste des femmes dans la publicité, ce qui me ramène toujours à l'objectif de mieux comprendre les images que l'on renvoie aux femmes dans la société et aux attentes qui leur sont adressées.

Je me suis intéressée à l'économie sociale parce ce que c'est une réponse au capitalisme et un lieu où les femmes ont plus de chance de développer leurs compétences. Je me suis cependant aperçue qu'en pratique, la division sexuelle du travail perdurait en économie sociale tout comme les disparités salariales, observation qui m'a amenée à faire des critiques assez virulentes des projets d'économie sociale, non pas parce que nos analyses théoriques sur l'économie sociale n'étaient pas valables en soi, mais parce que l'économie sociale a été très rapidement encadrée par des critères gouvernementaux capitalistes, tandis que les entreprises d'économie sociale qui embauchaient des travailleuses et travailleurs domestiques, par exemple, n'avaient pas la latitude de payer davantage les préposées à l'entretien que ne le faisait l'entreprise privée, qui n'était pas réglementée et qui entretenait une certaine division sexuelle du travail. C'était bien beau de dire qu'on allait donner de meilleurs salaires et conditions de travail aux femmes, mais si cette ambition, à cause des normes gouvernementales, faisait mourir ton entreprise d'économie sociale, tu n'étais pas plus avancée.

J'ai aussi beaucoup travaillé sur l'éducation donnée aux femmes parce que je m'intéresse toujours aux représentations sociales. J'ai souvent été appelée à travailler en collaboration avec des organismes gouvernementaux sur les questions de stéréotypes sexuels, de socialisation du genre, en espérant leur faire réaliser qu'au-delà des questions de représentations et de socialisation, qui n'étaient que la pointe de l'iceberg, le véritable problème était la reproduction sociale de la division sexuelle du travail et l'omniprésence du genre dans l'organisation sociale. Cependant, travailler notamment sur les stéréotypes sexuels était très efficace pour faire de l'éducation populaire, qui était un aspect de ma pratique féministe qui me tenait à cœur. J'ai aussi beaucoup travaillé sur le mouvement des femmes et les discours qui émergeaient de ce mouvement. Par exemple, j'ai étudié comment ce mouvement évoluait au cours des époques, quelle signification a eu l'institutionnalisation du mouvement à travers différents organismes, etc. J'ai travaillé dans ces eaux-là tout en gardant un ancrage qui était les théories et débats féministes.

L. P.-L. : La plupart de ces recherches-là ont été faites, comme vous l'avez nommé, en collaboration avec Christine Corbeil. C'est une personne avec qui vous avez fait beaucoup de recherches. C'est assez impressionnant, le nombre de travaux que vous avez signés toutes les deux. C'est devenu une amie ?

F. D. : Ma rencontre avec Christine Corbeil a vraiment été un cadeau dans ma vie. Travailler avec Christine me donnait un ancrage et me permettait de ne pas travailler en solitaire en me donnant aussi tout l'avantage d'une perspective interdisciplinaire. Christine me temporisait souvent, par exemple, sur ma conception de la maternité. Notre rencontre a été extraordinaire. Nous avons maintenu notre collaboration jusqu'au jour de sa retraite, qu'elle a prise beaucoup trop jeune à mes yeux. Mais, en même temps, nous n'avions pas nécessairement les mêmes ambitions professionnelles ou universitaires. Alors je respecte sa décision. J'ai initié avec elle des travaux en économie sociale et des travaux sur la maternité. Elle m'a apporté un soutien extraordinaire pour maintenir mes recherches sur le discours du mouvement des femmes. Elle a été une compagne de route et de lutte en ce qu'il était important pour nous d'introduire notre action féministe comme militance au sein de l'université. Je dirais que c'est ce qui nous a amenées à créer l'Institut de recherches et d'études féministes, qui est l'un des fleurons de l'UQAM, mais aussi un fleuron des études féministes à travers le monde. L'IREF est quand même un des plus

importants instituts au niveau de la francophonie, et ça, c'est à travers des collaborations comme celle-là et la mise en commun de nos intérêts.

C'est Louise Vandelac qui nous a séduites en nous montrant ce que pourrait faire un institut. De là, on était un groupe de sept ou neuf chercheuses qui ont travaillé à développer cet institut-là. On a vraiment reçu le soutien de l'UQAM pour le faire. Cela nous a éloignées quelque peu de nos départements, faut-il le dire, parce qu'il y avait une telle tâche à remplir, mais je pense que cela en valait la peine. L'institut occupe à l'UQAM, autant pour les étudiantes que pour les professeures, une place centrale dans leur cheminement et favorise une certaine interdisciplinarité, ou devrais-je dire une certaine multidisciplinarité que l'on ne retrouve pas toujours dans les *women studies*. L'institut a été pensé en complément de nos vies départementales. Nous ne voulions pas ghettoïser nos étudiantes. Nous souhaitons qu'elles se développent à travers le cadre disciplinaire de leur choix pour accéder à une épistémologie et à une méthodologie disciplinaires, tout en leur offrant une ouverture qui leur permettrait de prendre leur distance pour faire elles-mêmes le bricolage nécessaire pour choisir leur trajectoire. Cette idée est au fondement même de l'Institut. L'idée était d'offrir un cadre institutionnel tout en évitant d'enfermer nos pratiques universitaires ou nos étudiantes dans une unique thématique ou approche.

L. P.-L. : J'allais vous poser des questions portant sur l'enseignement, mais par rapport à l'institutionnalisation des études féministes justement. Vous avez donné des cours à l'IREF et en sociologie. Les cours que vous avez offerts au Département de sociologie n'étaient pas nécessairement en lien avec les études féministes ou se rattachaient à une sociologie plus classique. Est-ce que vous voyez des choses particulières dans les façons d'enseigner dans ces deux situations ?

F. D. : Dans les dernières années, depuis que j'ai accepté la direction du Réseau québécois en études féministes, dont l'objectif premier était de rejoindre et de fédérer le plus grand nombre possible d'universitaires féministes au Québec, je ne dispense plus autant de cours par année. J'ai toujours essayé de garder un équilibre entre sociologie et études féministes. Je trouvais très important que les étudiantes qui venaient à mes cours à l'Institut aient une vision sociologique des études féministes, qu'elles fassent une démarche qui, carrément, soit inscrite dans le fait social et rattachée aux rapports sociaux de sexe ou au genre. J'espérais développer chez elles une

vision globale des questions étudiées, que ce soit en science politique, en sexologie ou ailleurs. Pour moi, c'était très important, comme professeure, de faire valoir la sociologie. [...] D'ailleurs, deux de mes étudiantes sont professeures à l'UQAM en sociologie. En contrepartie, il était important pour moi de faire connaître les perspectives et les avancées de la sociologie féministe lorsque j'enseignais au Département. Je souhaitais notamment qu'elles mettent ces connaissances à profit dans tous leurs travaux et leurs interventions en salle de classe. Je voulais éviter qu'elles se fassent dire, comme cela a quelquefois été le cas dans certains cours, « vous parlerez de ça avec Francine, mais ce n'est pas de la sociologie générale ». Il était aussi très important pour moi de garder un pied en sociologie pour que mes étudiantes lisent les auteures féministes et prennent conscience de l'androcentrisme des sciences sociales, de l'invisibilité des travaux des femmes dans les plans de cours notamment et de la nécessité de conserver une attitude critique. Je n'ai jamais dit de ne pas lire les classiques, mais de les lire en toute conscience de ce qu'ils distordent ou n'enseignent pas. J'espérais donc, à travers mes cours au Département de sociologie, leur ouvrir cette possibilité.

L. P.-L. : Je me demandais... Vous avez beaucoup parlé de votre recherche et de votre enseignement. Vous semblez vraiment apprécier les deux, mais on entend souvent dire que les professeurs sont tiraillés entre les deux, qu'ils veulent rejeter les charges d'enseignement pour se consacrer à la recherche ou l'inverse. Comment vous situez-vous avec ces deux chapeaux-là ?

F. D. : Coupable quand je préfère faire de la recherche, et coupable quand j'accorde trop d'importance à ma tâche professorale à l'UQAM aux dépens de mes recherches. À l'UQAM, la tâche d'une professeure est définie en fonction de trois composantes : service aux collectivités, enseignement et recherche. Cependant, nos universités en sont venues à tellement valoriser la recherche subventionnée et la production d'articles qu'il est assez normal que nous en arrivions à favoriser la recherche, surtout que c'est passionnant, la recherche, c'est accaparant, on pourrait s'y consacrer à plein temps, bien que la mission première des universités demeure d'enseigner, de former. Or, si l'articulation famille-travail est difficile, l'articulation service à la collectivité, recherche et enseignement l'est aussi, et il est quasi impossible, selon les circonstances, de ne pas prioriser une de ses composantes par rapport aux autres. Pour ma part, dans les dix dernières années à la direction du Réseau québécois en études féministes (RéQEF) , je dirais que c'est plutôt le service à la collectivité qui a accaparé beaucoup de mon temps et réduit mon investissement

dans la recherche comme dans l'enseignement. Cela étant, j'ai toujours aimé enseigner et je l'ai fait avec beaucoup de plaisir, considérant qu'il y a quelque chose d'emballant à partager des idées et des découvertes, à favoriser l'éveil à de nouveaux savoirs. Pour moi, l'essentiel a toujours été d'amener mes étudiants, étudiantes à aimer apprendre. À mes yeux, c'est la base de toute action pédagogique. Je considère notamment qu'à la maîtrise ou au doctorat, les étudiants, étudiantes sont capables d'apprendre par eux-mêmes, elles-mêmes, alors les amener à aimer à le faire est pour moi la fonction pédagogique essentielle.

Pour revenir à ta question, c'est vrai que les conditions d'exercice de notre travail nous amènent souvent à vouloir alléger notre tâche d'enseignement, d'autant que, si elle est bien faite, elle est tellement prenante, tellement envahissante que là, on a le sentiment de négliger les autres aspects de notre travail. Je dirais qu'on devrait partir un programme de recherche « Articulation services à la collectivité-enseignement-recherche » parce qu'il me semble impossible d'accorder de manière continue la même importance aux trois domaines dans notre carrière. Il serait intéressant de discuter de cela avec de jeunes professeurs, ainsi qu'avec nos administrations universitaires. Cela dit, j'ai beaucoup aimé enseigner et réfléchir sur la relation pédagogique pour chercher à identifier comment mieux transmettre le savoir aux étudiants, étudiantes, mais aussi aux membres des groupes de femmes qui me sollicitaient comme personne-ressource.

Dans les conditions actuelles, je considère que l'enseignement est encore plus difficile à faire que dans les décennies précédentes. Quand je suis entrée à l'UQAM, la pression d'être immédiatement productive et reconnue, par exemple, la nécessité de produire le plus rapidement possible des articles dans des revues anglophones à réputation internationale, je la sentais moins, alors que maintenant, le « *publish or perish* » est le mot d'ordre dans la communauté universitaire. J'avais déjà fait ma thèse de doctorat là-dessus, donc je le savais. De ce point de vue, mes jeunes collègues ont encore plus de contraintes, mais j'ose espérer qu'elles ont plus de moyens que nous en avons pour le faire. Le métier de professeur est à mes yeux le plus beau métier du monde, surtout que, dans notre institution, il s'accompagne, il est même tributaire de la possibilité de faire de la recherche et de s'impliquer socialement. Alors, tu vois, je reste toujours dans le dilemme. Je ne répondrai pas que je préfère l'un ou l'autre parce que je dirais que je suis une femme sérielle et, qu'à certains moments, parce que j'avais des groupes d'étudiants, d'étudiantes extraordinaires, j'ai préféré enseigner. Puis, à d'autres moments, la recherche occupait le centre de mes intérêts. Au fond, ce que je peux dire, c'est que j'ai aimé ma trajectoire de professeure et de chercheuse, et que j'ai pu me réaliser à travers elle.

L. P.-L. : Puis l'articulation avec la famille... Je voudrais savoir globalement comment ça s'est discuté. Est-ce que vous parliez de vos recherches à la maison ? Et vous avez dit que vos enfants étaient rendus assez vieux et vieilles à ce moment-là. Est-ce qu'ils vous ont accompagnée à vos colloques ou à l'étranger ?

F. D. : J'ai été assez chanceuse de faire une carrière qui, malgré l'articulation famille-travail, s'est relativement bien déroulée, car l'essentiel de celle-ci s'est déployé au moment où mes enfants prenaient leur autonomie et avaient moins besoin de moi, même si elles sont restées longtemps à la maison après leur majorité. Bien que je me sois toujours sentie comme responsable à leur égard, j'ai quand même réussi à assez bien jouer sur les trois fronts. En rapport avec ta question, une des premières images qui me vient à l'esprit est la réaction de mes filles lorsque, une année, je leur ai demandé ce qu'elles voulaient comme cadeau pour Noël et qu'elles m'ont répondu : « Que tu déposes ton mémoire au pied de l'arbre. » J'ai compris qu'elles en avaient assez, bien qu'elles m'aient accompagnée à ce moment-là, comme elles ont été très tolérantes et compréhensives à l'égard de mes activités toute leur vie. Au doctorat, j'étais beaucoup plus consciente de ce que cela représentait de faire un doctorat et de ce que cela exigeait. Une de mes filles était alors au cégep, et l'autre non. Cette dernière s'est d'ailleurs ennuyée pendant ma soutenance, mais elle ne me l'a dit que cinq ans plus tard. Je pouvais la comprendre. Mes filles ont été très présentes pour me soutenir et je leur ai aussi apporté beaucoup de soutien. Elles ont fait leurs études ici, à l'UQAM. Elles réussissent très bien dans la vie. Nous vivons dans une cellule familiale tricotée très serrée, nous partageons même une maison transgénérationnelle à la campagne, ce qui fait que je vis avec mes filles et mes petits-enfants (lorsqu'ils étaient jeunes) toutes les fins de semaine depuis trente ans. Mes filles ont profité des voyages que je leur ai offerts dans le contexte de mes activités professionnelles et se sont toujours intéressées aux questions féministes que j'apportais en discussion avec elles. J'étais d'ailleurs très fière, la semaine dernière, lorsque ma petite-fille m'a annoncé qu'elle faisait un travail sur Léa Roback parce qu'elle avait pensé à moi et qu'elle m'a demandé de parler à son professeur de la Ligne du temps de l'histoire des femmes du Québec, dont j'ai dirigé la production. Je pense que la transmission se fait bien et je suis assez satisfaite de cette transmission-là. Mes études et ma carrière ont été des sources d'enrichissement de ma vie familiale et non d'appauvrissement ou de conflit.

L. P.-L. : J'aimerais continuer avec des questions un peu plus générales sur l'avenir des études féministes et de la sociologie ou du rapport entre les deux. D'après vous, quel est l'intérêt pour les sociologues féministes d'étudier le Québec ?

F. D. : Je ne vous le cacherai pas, j'ai été toute ma vie souverainiste. J'ai été toute ma vie très attachée à l'histoire du Québec. Ça a été mes premiers amours au cégep. Ça a été ma première rencontre avec la littérature académique. Je pense que je suis attachée à faire une sociologie que je pourrais appeler globale, convaincue qu'il faut connaître sa propre histoire pour être capable de comprendre et d'interagir avec l'histoire des autres. Je suis un peu désolée que l'évolution actuelle nous amène à oublier trop souvent ce qu'a été le Québec dans toutes ses dimensions, des dimensions que je ne souhaiterais pas oublier. [...] Je voudrais dire que c'est important de savoir d'où l'on vient. Moi, je suis l'enfant d'une famille d'artistes. Je vis en 2019, dans une société qui valorise les arts et la culture. Je fréquente les salles de théâtre et les salles de concert, et elles sont pleines. Mon père, quand il a donné son dernier concert, son concert d'adieu, il y avait une tempête de neige et il ne devait pas y avoir plus de 500 personnes dans une salle qui pouvait en contenir 2 000. À tous les points de vue, le Québec a tellement évolué, bien qu'il reste encore pas mal de chemin à parcourir pour améliorer les conditions de vie de tous les Québécois et Québécoises. Alors, le Québec a évolué.

Le Québec est magnifique, mais c'est un peu comme l'histoire du féminisme. Je ne pense pas que le Québec soit accompli dans tout son potentiel et que l'égalité entre les femmes et les hommes soit déjà là. Je suis convaincue que la sociologie féministe, tout comme les études féministes en général, est une condition nécessaire, sinon suffisante tant et aussi longtemps qu'il y aura un patriarcat. Le seul regret que j'ai actuellement en lien avec les études féministes, c'est qu'elles s'éloignent trop souvent d'une approche sociétale, d'une perspective collective pour traiter d'enjeux identitaires ou établir une adéquation réductrice entre identités collectives, individuelles ou sexuelles. Nous sommes encore loin d'une époque où toutes les Québécoises, comme les Québécois, auraient un véritable contrôle sur leurs choix ou leur parcours de vie. En un tel cas, pour moi, la sociologie féministe s'impose et ne doit pas s'éloigner, comme c'est malheureusement le cas actuellement, de son objet premier, qui est l'étude de la société et des rapports sociaux qui s'y vivent. Je trouve qu'on s'en éloigne un peu trop souvent au profit d'une sociologie axée sur les individualités. Peut-être que quelqu'un, dans 30 ans, lira cette entrevue et dira : « Voyons, mais pourquoi elle pensait comme ça ? » Mais, en ce moment, je trouve qu'on

vit dans la promotion des individualités, des genres et des particularismes, et que cette posture se réfléchit sur les objets et les thèmes d'étude mis de l'avant par la sociologie féministe. Je crains que la sociologie, tout comme la sociologie féministe, s'éloigne de ce qui était son regard premier, c'est-à-dire comprendre et expliquer ce qui se passe dans le monde pour favoriser un changement vers une plus grande justice sociale. Selon moi, autant la sociologie que la sociologie féministe répondent encore à un besoin essentiel et peuvent servir de garde-fous contre une individualisation excessive et une néolibéralisation sans limite des regards posés sur les rapports homme/femme comme sur la société en général.

L. P.-L. : Et vous dites dans vos cours que, comme sociologue, il ne faut pas seulement donner la parole, mais qu'il faut aussi savoir quoi faire avec. Qu'est-ce qu'on doit faire avec la vôtre ? Qu'est-ce qu'on doit en retenir ?

F. D. : On doit la voir comme la parole d'une femme d'une époque donnée, d'une femme qui a eu une trajectoire particulière, d'une femme qui a traversé trois périodes qui furent très marquantes : l'après-guerre, la Révolution tranquille et l'après-référendum. Celle que j'ai préférée sans conteste est celle des années 1960 et 1970, qui nous apparaissait être celle de tous les possibles. Je reste nostalgique des grands espoirs que nous entretenions alors. Je trouvais excitant et motivant de participer à la définition d'un nouveau projet de société. Je trouvais stimulant de participer à l'établissement d'une social-démocratie, d'être souverainiste et d'être féministe. Pourquoi ? Parce que nous pensions vraiment que tout était possible. Bien que le projet d'établir une société plus juste et plus égalitaire, pour les femmes notamment, ait rapidement battu de l'aile, je continue de croire que ma génération a tout de même vraiment contribué à transformer le Québec et à favoriser la marche des Québécoises vers une véritable égalité. Ma parole, je voudrais qu'elle explique pourquoi je suis encore féministe et pourquoi je fais appel à la solidarité des femmes comme des hommes pour comprendre la vie des femmes d'ailleurs, mais aussi pour comprendre la vie des femmes d'ici qui n'ont pas les mêmes privilèges que moi. Quoi faire avec la parole des femmes ? Il m'apparaît important de ne pas la tenir pour acquise en rappelant la signification que Magritte accordait à son aphorisme « Ceci n'est pas une pipe ». Dans cette foulée, je dirais : « Ma parole n'est pas la vérité, mais elle doit être appréhendée comme une interprétation de ce que pouvait être l'histoire de vie d'une femme entre 1960 et 2020 au Québec. » Ma parole doit servir à comprendre pourquoi je défends certaines positions par

Explorations sociologiques. Revue d'épistémologie pratique, no 1, 2025.

rapport à d'autres, quelles sont les conditions sociales à l'origine de mon militantisme féministe et pourquoi j'ai la conviction que les études féministes sont encore nécessaires malgré les avancées obtenues. Mais, surtout, ma parole doit servir à convaincre que la révolution féministe n'est pas encore aboutie et qu'elle n'a rejoint qu'un nombre limité de femmes à travers le monde. Elle n'est pas aboutie même là où les femmes ont fait d'incommensurables gains puisque toutes ne peuvent en profiter, alors que la situation des femmes, dans plusieurs parties du monde, demeure une situation de désarmante pauvreté et de totale dépendance. Les femmes continuent d'être celles qui ne sont pas alphabétisées, celles dont le travail est sous-évalué et sous-payé, celles qui sont victimes de violence conjugale et de harcèlement sexuel. Faut-il d'autres preuves pour se convaincre de la nécessité du féminisme ? Nos acquis nous permettent de nous rendre compte de l'efficacité de nos luttes militantes et doivent donc être une incitation à continuer la lutte et à ouvrir notre analyse sociologique féministe aux contraintes et prescriptions coproduites par l'imbrication des différents rapports de pouvoir, qui privent encore, même au Québec, de nombreuses catégories de femmes de leurs droits inaliénables à l'égalité et à la reconnaissance. En l'occurrence, essayer de comprendre et de combattre les rapports de pouvoir engendrés par la division sociale des sexes demande que l'analyse féministe s'intéresse à leur enchevêtrement et à leur coproduction.

Comment ma parole sera-t-elle lue ? Comme celle d'une personne que tu as amenée à réfléchir à haute voix et qui présente une interprétation quelque peu décousue et naïvement sociologique de la vie d'une femme qui n'était pas destinée, au départ, à occuper une place ou une position d'une relative importance dans la sphère publique québécoise. Une femme qui a su profiter de la mutation en profondeur de la société québécoise et qui espère aussi y avoir contribué.